Critique Communiste

revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IVe Internationale)

n° 40

avril 85 / 14 fr.

Sommaire

L'alternative nécessaire

•

La droite dans les starting-blocks

•

PS : Cap sur les législatives

•

Fossoyeurs du socialisme
une interview de J.P. Garnier

•

Dossier

LES CONTRADICTIONS DES THESES ECONOMIQUES DE LA CFDT

•

Le XIIe Congrès mondial de la IVe Internationale

Editorial

L'alternative nécessaire

MARS et avril 1985 resteront probablement dans l'Histoire comme marquant la fin d'une ère politique qui aura dominé la vie politique française depuis treize ans, celle de l'union de la gauche. Car si un PCF affaibli avait en juin dernier rompu l'alliance gouvernementale, s'il s'est depuis évertué à récuser l'idée même de gauche, le PS, force politiquement et électoralement dominante dans le mouvement ouvrier, restait officiellement attaché à l'union. C'est cela qui a pris fin avec les élections cantonales de mars et les manœuvres politico-institutionnelles qui ont suivi.

Ces élections ont confirmé les tendances apparues lors des précédents scrutins : la gauche est nettement minoritaire dans le corps électoral et, fait aggravant, elle ne semble pas pouvoir compter en 1986 sur une réserve importante d'abstentionnistes.

Bénéficiant d'une légère remontée par rapport aux élections européennes, le PS demeure cependant fort loin de la barre des 30 %, niveau convoité qui le consacrerait comme force incontournable, axe obligé de toute coalition gouvernementale.

Dégagé de son alliance avec les socialistes, le PCF parvient pour l'instant à bloquer sa chute électorale. A cela sans doute se limitait l'ambition d'une direction communiste qui ne peut escompter une éventuelle remontée qu'à moyen et long terme, après 1986, sur la base d'une défaite et même d'un éclatement possible de son concurrent socialiste.

Pour majoritaire qu'elle soit en voix, la droite n'a pour l'heure résolu aucune des questions qui l'asaillent : celle de son leadership, et le problème posé par un Front national qui confirme en mars 1985 sa percée électorale de juin 1984.

Prologue aux élections législatives de 1986, les cantonales de 1985 ont fourni le sondage grandeur nature qu'attendait l'Elysée pour donner forme et contenu à une réforme électorale gardée en réserve comme arme suprême. Le choix de Mitterrand en faveur d'une proportionnelle départementale semble acquis au moment où nous bouclons de numéro, s'il n'est pas confirmé officiellement. Choix logique au demeurant puisque le mode de scrutin et de représentation choisi présenterait, pour l'Elysée, les avantages suivants : coincer la droite entre le PS et une forte représentation lepéniste, la diviser dans le choix de ses alliances pour gouverner. Avantage également de réduire le nombre de députés communistes, dont le niveau est désormais au-dessous de 20 % dans de très nombreux départements, et repousser le PCF aux marges du jeu politique, comme sous la IV^{e} République.

Comme tous ceux qui ont précédé depuis 1981, ce tournant a été pris indépendamment du PS, de ses instances dirigeantes et de ses militants. Mitterrand seul décide, à ce point sûr de la dépendance du PS qu'il laisse aller et même favorise une discussion contradictoire entre dirigeants socialistes. Cette discussion, qui aborde la question des alliances par le biais de la réforme électorale, apparaît d'autant plus vaine que chacun attend la décision élyséenne.

La manière monarchique de Mitterrand fut de suite appliquée aux parlementaires socialistes, invités un matin à débattre de la réforme électorale... pour comprendre le soir que leur sort était déjà fixé : la fin de tout espoir de réélection pour beaucoup, puisque la proportionnelle départementale éliminera

d'emblée nombre de ces notables. Condamnée à se faire hara-kiri — puisque la décision de changer la loi électorale lui appartient ! —, la troupe parlementaire socialiste s'incline silencieusement. Il s'agit avant tout de permettre à Mitterrand de terminer son mandat présidentiel, non de sauver une majorité de gauche au Parlement.

Le choix des alliances est donc fait : dessiner en 1986 une nouvelle majorité centre-gauche, du type Front républicain de 1956 (qui, élu pour faire la paix en Algérie, se lança dans la guerre à outrance) et adapter la Constitution gaulliste en conséquence. Déjà ne manquent pas, dans la presse qui a l'oreille de l'Elysée, et notamment à *Libération*, les dissertations sur la nature plus démocratique, car censée refléter mieux les clivages politiques réels dans l'opinion, d'un système électoral permettant de renouer les allliances d'antan entre socialistes et droite républicaine. Les plus acharnés des « modernistes » s'enivrent — qui l'eut cru ? — du vin aigri de la IV^{e} République...

Faut-il rappeler que la réforme concoctée à l'Elysée et mijotée dans les ordinateurs du ministère de l'Intérieur n'a rien à voir avec une proportionnelle nationale intégrale, seul mode de scrutin démocratique car reflétant au plus près l'opinion du corps électoral au moment du vote, et assurant une représentation de tous les courants, même minoritaires ?

Le tournant pris par l'Elysée ne tombe certes pas du ciel. Il vient en conséquence de la politique menée depuis bientôt quatre ans par la gauche au pouvoir, et particulièrement du cours vers l'austérité engagé sous la houlette de Delors en 1982 et aggravé depuis 1983. Il parachève l'œuvre de Mitterrand dont l'ambition a toujours été de recréer les conditions d'une domination stable de la bourgeoisie française en donnant du jeu aux institutions de la V^{e} République.

Ces grandes manœuvres politiciennes se développent au-dessus de la tête du « peuple de gauche », qui n'a jamais été roi que dans les discours électoraux ou de congrès. Désorientés et souvent écœurés, les travailleurs victimes d'une politique d'austérité qui ne peut qu'amplifier le chômage ; les enseignants et les laïques roulés comme on peut difficilement l'être ; le monde du travail qui a vu le discours gouvernemental reprendre si rapidement celui des gouvernements de droite honnis ; la jeunesse à qui l'on offre généreusement des TUC... et un service militaire volontaire allongé en guise des six mois promis naguère...

La classe ouvrière a été trahie par ses représentants, dans lesquels elle avait mis sa confiance. Aujourd'hui sur la défensive, elle ne répond pas aux attaques subies par de grandes luttes, mais montre à chaque instant qu'elle reste déterminée à défendre ses acquis. Les états-majors syndicaux férus de « flexibilité » en ont fait les frais.

A tous ceux qui n'oublient ni les espoirs qui fondèrent leur engagement, ni les trahisons grandes et petites, ni les conditions d'existence toujours plus dures et souvent plus précaires des travailleurs ; à tous ceux qui ne désespèrent pas des luttes pour l'emploi, le pouvoir d'achat, l'environnement, contre le racisme à tous ceux pour qui le mot socialisme a toujours un sens, à ceux-là de fixer maintenant leur propre cap.

C'est celui du regroupement des forces anticapitalistes, pour une alternative. Cette force peut et doit se regrouper, jour après jour, dans les entreprises et les localités, à travers les luttes, les débats, les échanges entre militants d'origine diverses, entre mouvements et organisations qui ont gardé leur indépendance par rapport au gouvernement de gauche. Regrouper pour donner une expression politique aux aspirations sociales trahies, pour dégager les voies et moyens d'une autre politique — anticapitaliste —, tel est l'objectif.

Le temps est compté pour mettre en œuvre ce rassemblement, mais l'objectif n'en paraît pas moins nécessaire. L'union de la gauche a mené les travailleurs sur la voie d'un désastre social et politique, sanctionné par la menace d'un retour de la droite et le développement de l'extrême droite. S'il doit sortir quelque chose de positif de cette expérience, c'est ce regroupement de ceux et celles dont l'activité est tournée vers la défense des revendications et le développement des luttes, qui cherchent une autre voie, une autre politique, réellement socialiste. Si ce regroupement s'opère dans l'année qui vient, et s'il sait combattre en 1986 à la fois contre la droite et pour une alternative de gauche, il pesera lourd quand l'heure des bilans et des réorientations aura sonné pour toutes les forces du mouvement ouvrier.

La droite dans les starting-blocks

Christian PICQUET

AVEC près de 60 % des suffrages au premier tour des élections cantonales et 53,51 % au second tour, la droite devrait pavoiser. Consultation après consultation, elle engrange les bénéfices des trahisons gouvernementales, au point que désormais, sauf à changer radicalement de politique, la gauche ne peut plus espérer l'emporter en 1986. Pourtant, il règne, au sein du camp réactionnaire, une atmosphère de doute voire de panique. *« Il me semble qu'il se produit en ce moment au sein des partis de droite quelque chose de désastreux*, écrit ainsi Louis Pauwels. *Si ces manières confuses perdurent, je crains que nous obtenions une victoire si médiocre qu'elle sera privée de sens et d'effet* (1). » De son côté, Philippe Tesson note : *« L'opposition n'apporte pour le moment sur aucun des terrains (le phénomène Le Pen, sa capacité à assumer l'alternance) une réponse forte et crédible* (2). »

Un tel climat ne peut s'expliquer par le seul « frémissement » qui a vu une fraction de l'électorat populaire se mobiliser, le 17 mars, pour faire barrage aux candidats de droite et d'extrême droite. Celui-ci est loin de combler l'écart qui sépare désormais la gauche des ses adversaires. Il faut donc en rechercher les causes dans la défaite de mai 1981.

La victoire de François Mitterrand sur Giscard fut bien autre chose qu'une simple alternance électorale. Elle constitua un échec pour la classe dominante. De surcroît, elle mit les partis réactionnaires dans un situation à laquelle ils n'étaient nullement préparés. Les institutions de la Ve République, forgées pour assurer leur domination (3), se retournaient contre eux. Ils durent alors apprendre à vivre dans un système où, les socialistes disposant tout à la fois de la présidence de la République et d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, ils ne pouvaient miser sur un retour rapide aux affaires. Durant de longs mois, ils laissèrent au CNPF le soin d'« occuper le terrain », et de développer la pression du « parti de l'entreprise » sur le gouvernement.

Durant cette période, les états-majors du RPR et de l'UDF se contentèrent de préserver leur unité, de réorganiser leur dispositif de bataille, et d'entretenir la volonté de revanche de leur électorat traditionnel. En septembre 1981, Bernard Pons, alors secrétaire général du RPR, s'écriait : *« Le gouvernement nous oblige à constater que la tradition républicaine est aujourd'hui menacée. Sa politique est une politique de rupture, de fracture par rapport aux années passées. Il s'agit de remplacer la tradition républicaine par la tradition marxiste du socialisme collectiviste* (4). » Dans le même temps, cependant, Chirac proclamait sa volonté de ne pas précipiter les échéances, afin de ne pas provoquer une large riposte populaire : *« Certains vont jusqu'à nous exhorter à l'action immédiate, sans d'ailleurs bien mesurer quels pourraient en être les formes ni surtout les risques. A la montée des impatiences et des périls, nous devons répondre par le sang-froid. »*

Des libertés au libéralisme

L'opposition ne parvint à repartir à l'assaut du pouvoir que lorsque la gauche, multipliant les plans de rigueur, dilapida son capital de 1981 et provoqua le désarroi et la déception dans la population laborieuse. Les battus du 10 mai firent alors flèche de tous les mécontentements, utilisèrent les possibilités de blocage que leur laissaient les institutions (Sénat, Conseil constitutionnel) et développèrent les thèmes sécuritaires et xénophobes qui firent par la suite le succès du Front national.

Simultanément, ils récupéraient à leur profit le discrédit frappant une série de valeurs traditionnellement défendues par le mouvement ouvrier. C'est ainsi que la « défense des libertés » devint le maître-mot de la droite. L'UDF organisa des « fêtes de la liberté » dans chaque département, le manifeste du Parti républicain prit pour titre *« Libertés et progrès »*, tandis que le RPR tenait des colloques intitulés « Entreprise et liberté ». Progressivement, cette bataille fut associée à la défense de l'entreprise, censée, selon les idéologues de la réaction, être porteuse des « qualités de l'individu ». Et celle-ci déboucha sur une offensive en

1. Le « Figaro magazine », 2 mars 1985.

2. Le « Quotidien de Paris », 4 mars 1985.

3. « Si nous ne faisons pas d'erreurs, nous sommes au pouvoir pour encore trente ans », expliquait, au début des années soixante-dix, le secrétaire général du parti gaulliste.

4. Discours aux assises parlementaires du RPR, à La Baule.

règle contre « l'hypertrophie de l'Etat », accusé d'étouffer les industriels sous les charges et les réglementations. Le sens de cette campagne s'éclaire parfaitement comparée aux exigences du patronat français : *« Nous demandons pour nos entreprises la liberté des prix et des salaires ; la liberté d'innover, d'exporter, d'importer, d'emprunter, de choisir, de risquer. La liberté d'embaucher, et pour mieux embaucher, de licencier. La liberté de s'adapter à un monde qui change. En un mot, la liberté de vivre* (5). »

Comment ne pas voir que, sur ces thèmes, la droite connut un incontestable succès. En 1981, 84 % des Français estimaient que l'Etat devait s'occuper de l'emploi, 66 % d'entre eux en appelaient au contrôle des prix et 54 % considéraient qu'il fallait surveiller l'embauche et les licenciements. A peine trois ans plus tard, il se trouvait un majorité absolue de personnes interrogées pour penser qu'il fallait réduire l'intervention de l'Etat et une majorité relative pour demander la liberté des prix ou l'allègement des charges patronales (6). S'il en fut ainsi, c'est que les hommes au pouvoir ont capitulé sur toute la ligne. Les dispositions législatives contestées par la bourgeoisie ont été abandonnées ou leur application a été différée. Les gouvernants sont même allés jusqu'à reprendre à leur compte une orientation néo-libérale où l'engagement à réduire le rôle de l'Etat se double de la promesse de réduire la pression fiscale sur les hauts revenus. Et il se trouve aujourd'hui des « socialistes » pour envisager la dénationalisation du secteur public (7).

Le programme de la revanche

A l'évidence, un tel climat a permis aux dirigeants de la droite d'étayer leurs plates-formes pour 1986 sur l'exemple des expériences libérales américaine et britannique. Les ouvrages successivement publiés par Giscard d'Estaing (8), Raymond Barre (9) et le RPR (10) en témoignent. Tous agitent les mêmes thèmes : primauté de l'offre sur la demande, sélection accrue des élites, Etat minimum, sacrifices pour les travailleurs. Barre résume fort bien la logique que suppose un pareil programme pour la classe ouvrière : *« L'impératif du rétablissement du déséquilibre extérieur ne doit jamais s'accomplir au détriment des entreprises* (...) *Pour restaurer l'équilibre extérieur, il est nécessaire de contenir la consommation intérieure* (...) *La France doit aujourd'hui, parce qu'elle ne peut pas faire autrement, accepter un net ralentissement de son activité économique et une baisse du pouvoir d'achat. Mais l'austérité ou la rigueur ne sauraient être une fin en soi, un simple ajustement en baisse des niveaux d'activité, d'emploi, de revenu* (...) *Son objet est d'assurer un assainissement en profondeur, préparant les bases d'une expansion nouvelle durablement compatible avec le maintien des équilibres retrouvés. »*

Au-delà d'une simple aggravation de la politique d'austérité, c'est la volonté d'adapter l'intervention de l'Etat aux conditions nouvelles de l'accumulation du capital et de la concurrence internationale qui transparaît. Son axe fondamental consiste à libérer les entreprises de toute contrainte, afin de laisser s'exercer, dans tous les domaines de la vie économique et sociale, les règles de la concurrence pour accroître la compétitivité du capitalisme français sur le marché mondial. Cet objectif s'ordonne autour de trois volets.

♦ *La dérèglementation de la vie économique, la diminution des charges fiscales et des cotisations sociales.* Dans le domaine du crédit, la droite prône par exemple la dénationalisation prioritaire des banques. La suppression de la multiplicité des circuits de financement privilégié et la suppression de l'encadrement du crédit vis-à-vis des institutions étatiques. De même, Barre préconise le retour à l'équilibre budgétaire par la réduction des dépenses publiques, tandis que les chiraquiens avancent la perspective de la réduction des impôts sur les hauts revenus et les profits ainsi que de la suppression de la taxe professionnelle.

♦ *La privatisation dans tous les domaines et les dénationalisations.* Toutes les composantes du camp réactionnaire prônent la dénationalisation des entreprises passées sous contrôle étatique depuis 1981. Et si des contradictions apparaissent sur le sort des nationalisées de la Libération, elles s'accordent pour aller vers le démantèlement des services publics en dénationalisant certains d'entre eux et en gérant les autres selon les mêmes critères que dans le privé. Barre parle notamment de *« gestion de type privé des entreprises publiques »* et le RPR indique : *« L'organisation des cliniques privées, des écoles libres, préfigure à bien des égards ce que pourrait être un système de prestations publiques. »*

♦ *Le démantèlement du système de protection sociale.* Sur ce point, Barre en appelle au transfert d'une partie des cotisations patronales sur les salariés et à l'intervention d'autres institutions que la Sécurité sociale. De son côté, le parti gaulliste propose d'affecter certaines recettes fiscales à la Sécurité sociale et de « responsabiliser » les assujettis en fonction de risques nés de leur comportement (alcoolisme, tabagisme, etc.). Il s'affirme en outre favorable à un système de capitalisation de l'assurance-vieillesse.

Il subsiste néanmoins de singulières nuances entre les promesses des différentes familles de la droite. Barre se montre plus prudent que Chirac en matière de libéralisme économique, en se déclarant favorable à un compromis entre l'Etat et le marché. Giscard développe pour la énième fois son intention de rassembler les deux tiers de la population autour d'un « groupe central » uni par un projet « moderniste », « libéral » et « social ». Quant à Chirac, il se veut le

5. Déclaration de Gattaz, le 14 décembre 1982.

6. Sondages de la SOFRES, réalisés pour l'« Expansion » en octobre 1981 et en janvier-février 1985.

7. « L'idée est plus que jamais lancée », écrivait ainsi « Libération » du 28 mars, citant un conseiller gouvernemental : « Si on revendait, aujourd'huí, 25 % des actions de Rhône-Poulenc, on se les arracherait. »

8. « Deux Français sur trois », éditions Flammarion, 1984.

9. « Réflexions pour demain », éditions Pluriel, 1984.

10. « Libres et responsables. Projet pour la France », éditions Flammarion, 1984.

plus farouche partisan des thèses reaganiennes qu'il conjugue avec un discours sécuritaire fort proche de celui de Le Pen. Il n'en demeure pas moins que c'est une logique similaire qui traverse tous les programmes de l'opposition.

Un projet défaillant

Tous les éléments qui viennent d'être décrits font aisément une ligne de gestion gouvernementale. Ils ne constituent pas pour autant un projet politique. Pour espérer asseoir durablement son autorité, en cas de retour aux affaires, la droite ne peut pourtant se contenter de gagner les élections. Il lui faut encore souder autour d'elle les principales fractions de la classe dominante, renforcer ses partis, se doter d'une base sociale dépassant les secteurs traditionnellement acquis. C'est précisément son incapacité à répondre à ces problèmes qui perdit Giscard, voici maintenant quatre ans. Force est sur ce plan de constater que le camp bourgeois n'a guère fait de progrès.

Il apparaît tout d'abord un important décalage entre ses succès sur le terrain des urnes, sa capacité à attirer les suffrages de certaines catégories populaires (11) et la réalité de son enracinement social. Les sondages relèvent en particulier que seuls les cadres, les professions libérales, les commerçants, les agriculteurs et les retraités sont convaincus des avantages qu'ils tireraient d'un changement de majorité. En revanche, 32 % à peine des employés et 29 % des ouvriers partagent ce sentiment, pour ce qui les concerne. Preuve, s'il en était besoin, que la droite continue à stagner dans les fractions les plus nombreuses de la population.

Ce constat conduit d'ailleurs la SOFRES à l'analyse suivante : *« Déçus par la gauche, les Français se tournent vers l'opposition, mais en définitive, se sentent-ils plus proches d'elle ? Les indicateurs de la SOFRES montrent que, sur ce plan-là, elle n'enregistre aucun progrès. En février 1984, 43 % se déclaraient "très ou assez proches" de l'opposition et 40 % "assez ou très éloignés". En un an, la stabilité est presque totale puisqu'en juin 1983, les chiffres étaient respectivement de 43 et 41 %. Cette difficulté des partis d'opposition à susciter l'adhésion se traduit par le fait qu'ils ne progressent pas en proportion des pertes de la gauche. A la question "A qui feriez-vous le plus confiance pour conduire les affaires du pays ? ", la gauche a perdu en deux ans quatorze points de confiance, alors que l'opposition n'a progressé en tout et pour tout que de quatre points. Après une chute à la fin 1983, l'opposition retrouve en avril un meilleur niveau mais en un an, de juin à avril 1984, elle n'a gagné qu'un seul point. En définitive, c'est le scepticisme qui progresse le plus durant cette période, puisque le nombre des Français qui pensent qu'"il n'y a pas de différence" entre les deux grandes coalitions augmente régulièrement au fil des enquêtes, passant de 14 à 22 % entre 1982 et 1984* (12). »

Ce décalage se répercute au sein des partis eux-mêmes. Dans une intéressante étude, Colette Ysmal relève ainsi que la composition des trois grands partis bourgeois (RPR, UDF et CDS) reflète la réalité du « peuple de droite » (13). Les industriels, professions libérales, cadres supérieurs y représentent de 27 à 30 % des effectifs, les commerçants 20 % et les agriculteurs 7 %, alors qu'on ne trouve que 30 % d'ouvriers et d'employés. Encore convient-il de préciser que prédominent, chez ces derniers, les employés de commerce, les sténo-dactylos de PME et les agents de maîtrise.

La paralysie du bloc conservateur se reflète également au niveau de ses appareils. Ceux-ci n'ont guère été renouvelés après la débâcle de 1981. *« Dans la tourmente*, constataient récemment deux journalistes de droite, *les appareils ont eu pour premier objectif de garder le contrôle des événements* (14). » Ce qui n'a pas manqué de provoquer de vives tensions entre les « cadets » — représentés notamment par la génération des nouveaux maires de grandes villes élus en 1983 — et les caciques solidement installés dans les sérails parisiens.

Placée dans de telles conditions, la droite s'est révélée incapable de régler ses problèmes de leadership. Le RPR bénéficie de la structuration la plus puissante et la mieux implantée. Mais il est aussi le parti qui se situe le plus à droite aux yeux de l'opinion, ce qui limite ses possibilités de développement en direction des secteurs « flottants » de l'électorat. Sur ce terrain, l'UDF serait mieux placée. En revanche, elle demeure une confédération de groupuscules essentiellement composés de notables et ses diverses composantes (Parti républicain, CDS, Parti radical) sont divisées sur les choix de construction à opérer. Quant à Raymond Barre, ne disposant d'aucun parti, il s'efforce se construire son réseau à l'intérieur du RPR et surtout de l'UDF, tout en cherchant à gagner la confiance du monde des affaires grâce à l'action de ses dix-huit groupes d'étude réunis sous l'appelation GESEC. Une telle situation alimente une « guerre des chefs » d'autant plus dépourvue d'issue qu'aucun des prétendants à la magistrature suprême ne parvient à prendre durablement l'avantage sur ses rivaux (15) et que nul autre postulant n'émerge.

Dernier indice de la crise de direction du camp bourgeois, l'absence de doctrine cohérente. Il est significatif qu'après 1981, le soin de la réflexion sur ce plan ait été laissé à divers clubs : Club de l'horloge, Club 1989, CERCLE, Comités d'action républicaine, etc. Cela ne pouvait qu'entraîner des dérapages, ces derniers faisant assaut de propositions ultra-reaganiennes, peu adaptées aux besoins réels d'un patronat confronté à une dépression et à une concurrence accrues. Les chefs de file de l'opposition durent alors bien vite mettre un terme à des incohérences qui affaiblissaient un peu plus leur crédit. Quoiqu'auteur d'un ouvrage intitulé *la*

11. Aux élections cantonales, 52 % des chômeurs ayant voté se sont reportés sur la droite, 44 % seulement d'entre eux accordant leur suffrage au PS et au PCF.

12. SOFRES : « Opinion publique 1985 », éditions Gallimard.

13. « Demain la droite », éditions Grasset, 1984.

14. « L'Express », 28 septembre 1984.

15. Les sondages en constituent l'indice, marquant des variations extrêmes de popularité pour les leaders de la droite.

Solution libérale, Guy Sorman indiquait ainsi, en octobre dernier : *« Que l'on cesse donc de débattre du libéralisme comme d'une notion abstraite pour parler enfin de solutions libérales pour l'économie, l'entreprise, l'école, la santé, les impôts, la monnaie* (17)... »

Un débat de stratégie

Deux données ont fini par rendre explosives les contradictions de la droite. La première renvoie évidemment à la concurrence exercée par le Front national. La paralysie de l'opposition traditionnelle a en effet permis le renforcement des marges de manœuvre de l'extrême droite. Les transfuges se multiplient et proviennent tout particulièrement du RPR. 33 % des électeurs chiraquiens affichent même leur préférence pour Le Pen plutôt que pour Michel Rocard (18). Comme les élections cantonales le confirment, la droite ne saurait désormais espérer reconquérir le pouvoir sans l'appui de l'extrême droite. Mais elle risque alors de perdre sur tous les tableaux. Plus elle banalisera l'extrême droite, plus celle-ci exercera un pouvoir d'attraction sur ses propres symphatisants, et son électorat risque de se fracturer. Si les partisans d'une revanche musclée reportent massivement leur voix sur la formation de l'ancien député poujadiste, il se trouve près d'une moitié des électeurs de droite pour refuser ce choix et 20 % pour préférer l'élection d'un socialiste en cas de duel entre la gauche et l'extrême droite. L'ancienne majorité doit donc naviguer au plus juste, mais elle ne peut éviter des oscillations permanentes. Alors qu'à un mois des cantonales, les états-majors du RPR et de l'UDF envisageaient publiquement des accords locaux avec le Front national, ils ont été contraints de faire volte-face entre les deux tours, récusant toute négociation avec Le Pen. Reste que d'ici 1986, le problème demeurera. Une partie de sa base étant acquise aux thèses du Front national, ayant elle-même contribué à légitimer ce parti par ses discours revanchards, la droite parlementaire va maintenant subir des pressions contradictoires, qui peuvent la mener à l'éclatement.

Ce problème prend un tour d'autant plus aigu qu'il se conjugue avec l'évolution de la politique gouvernementale depuis juillet 1984 et avec la perspective d'un scrutin législatif à la proportionnelle. A moins d'un an de 1986, confrontée aux tentatives de Mitterrand pour favoriser l'émergence d'un « centre-gauche », la droite va devoir refonder sa stratégie ! Au lendemain du premier tour des cantonales, l'éditorialiste de l'hebdomadaire patronal *la Vie française* traduisait sous le titre éloquent *« 86 c'est fini »* les interrogations d'une partie de la classe dominante : *« L'opposition sait pertinemment qu'en refusant l'alliance avec Jean-Marie Le Pen, elle vient de renoncer à être majoritaire à la Chambre des députés en 1986. Pour gouverner, elle devra conclure des alliances au centre gauche et accepter un Premier ministre qui ne mènera pas, loin s'en faudra, la politique libérale qu'elle promet aux Français. Le risque sera alors grand de voir les représentants de l'opposition incapables d'imposer leurs choix à un président de la République qui, lui, se sentira confirmé dans ses fonctions. Au cours de cet intérim, chacun sent bien, au RPR comme à l'UDF, que le danger de l'échec et du ridicule le guette* (19). »

Les affrontements vont dès lors s'intensifier. Le RPR risque de se trouver en profond déséquilibre. Profitant de la puissante machine à sa disposition, Chirac comptait faire de 1986 un tremplin vers l'Elysée. Pour résister aux pressions contradictoires qui s'exercent sur lui, il pratiquait le double langage. D'un côté, il laissait la porte ouverte à une collaboration discrète avec le Front national, en reprenant à son compte nombre des thèmes de celui-ci (sur la sécurité, l'immigration ou la natalité). De l'autre, il s'efforçait d'affirmer une image légaliste et responsable, acceptant officiellement l'hypothèse d'une cohabitation avec Mitterrand jusqu'en 1988. La configuration des forces à l'Assemblée nationale, après mars 1986, risque de ruiner ce calcul.

Au sein de l'UDF, certains courants pourraient être sensibles aux appels des gouvernants au « rassemblement des républicains ». N'est-ce pas le secrétaire général du Parti républicain lui-même, il y a quelques mois, qui laissait ouverte la perspective d'une collaboration avec les socialistes : *« Le rôle de l'opposition n'est pas de se créer un adversaire imaginaire, mais de répondre à un adversaire véritable*, indiquait-il. *Il n'y a pas lieu de parler de "socialo-communistes" ou du "marxisme qui ronge la France", puisque le langage et la pratique du gouvernement semblent avoir changé* (20). »

A l'inverse, la famille barriste pourrait se trouver confortée par la nouvelle situation. N'étant pas à même d'espérer jouer un rôle central en 1986 faute d'une structuration suffisante de son courant, l'ancien Premier ministre mettait déjà délibérément le cap sur l'échéance présidentielle, escomptant que ses concurrents directs se discréditeraient en acceptant de cohabiter avec le chef de l'Etat. Il ne peut désormais que se poser davantage en recours, au-dessus des partis, au nom de l'esprit des institutions gaullistes.

Quelle que soit l'issue des joutes politiques, au cours des prochains mois, la droite va vivre à l'heure des équilibres instables et des choix malaisés.

17. Le « Nouvel Observateur », 5 octobre 1984.

18. Sondage effectué en mai 1984, pour le compte d'un groupe de journaux de province.

19. « La Vie française », 11 mars 1985.

20. Le « Nouvel Observateur », 12 octobre 1984.

PS: Cap sur les législatives

François DUVAL

LA défaite de la gauche aux cantonales constitue, de nouveau, après les législatives partielles, les municipales de 1983 et les européennes de 1984, la rançon de la politique menée par les réformistes. Les leaders du PS tentent de valoriser le « frémissement » de l'opinion en faveur du gouvernement, qu'ils ont cru percevoir dans les sondages et les urnes. Une chose est sûre ; désormais, l'activité du Parti socialiste, la teneur de ses débats, les interventions de ses dirigeants ont une toile de fond unique : les élections législatives de 1986. Avec, en filigrane, une question encore tabou (mais plus pour longtemps) : celle des alliances.

Comment perdre le moins possible en 1986 ? Avec qui gouverner après 1986 ? C'est la réponse à ces questions qui va déterminer le contenu de la réforme du mode de scrutin. C'est cette préoccupation qui a présidé à la constitution du gouvernement Fabius. Dès son investiture, il a défini les thèmes qu'il entendait développer et qui vont constituer les références de la campagne du PS : moderniser la France, rassembler les Français. Cette orientation élyséenne n'est évidemment pas sans conséquence pour le Parti socialiste : non seulement elle tire un trait sur les aspirations qui l'ont porté au pouvoir le 10 mai 1981, mais elle remet en cause la stratégie sur laquelle il s'était reconstruit après le Congrès d'Epinay : l'union de la gauche. Elle force ainsi le parti et l'ensemble des courants à se repositionner.

Mourir pour la modernisation ?

Ce titre d'un article de M. Charzat (1) n'est sûrement pas la perspective du gouvernement. L'utilisation répétée de ce thème vise à la fois l'électorat centriste et la base ouvrière. Aux « déçus du socialisme », il s'agit de montrer que le pouvoir a modifié son profil — d'où le look Fabius, aussi peu « idéologique » que possible — et que la gauche, ayant mis en veilleuse ses velléités de transformer la société, est capable de gérer. Et même qu'elle gère mieux que la droite.

On assiste, mois après mois, à un discours centré sur la valorisation du redressement économique et des bons indices : diminution du déficit du commerce extérieur et chute de l'inflation. Certes, le chômage progresse, aggravé par la politique d'austérité. Les dirigeants socialistes ne manquent jamais une occasion de se lamenter sur ce « véritable drame », mais pas question d'abandonner une politique qui commence, affirme-t-on, à porter ses fruits. Le chômage actuel serait ainsi le prix à payer, douloureux mais inévitable.

La modernisation, derrière le discours en vogue sur les nouvelles technologies, recouvre une réalité plus prosaïque : restructuration accélérée des branches industrielles en déclin (2), restauration de la compétitivité des entreprises par dégraissage des effectifs et développement de toutes les formes de « souplesse » de la main-d'œuvre (intérim, sous-traitance, contrat à durée déterminée, temps partiel, horaires décalés, etc.). L'objectif réel — rétablir les marges de profit des entreprises — est justifié par l'adage bien connu mais jamais vérifié : les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain... Manifestement, il vaudrait mieux que les chômeurs ne soient pas trop pressés (3)....

Naturellement, ces perspectives ne soulèvent pas l'enthousiasme parmi les travailleurs : l'objectif est donc de les convaincre que c'est la seule politique possible. Comme le résumait L. Fabius : *« La modernisation n'est pas une option, c'est une obligation* (4). »

Reste à en persuader les militants socialistes : c'était la raison d'être initiale de la Convention sur la modernisation tenue les 15 et 16 décembre dernier. Sa préparation laborieuse a permis de mesurer les réticences et les inquiétudes de la base : questionnaires peu remplis, réunions de sections peu fréquentées, tentative du CERES de prendre date à l'aide d'une contribution. Avec, en toile de fond, une interrogation lancinante reprise dans les documents : *« La modernisation, en définitive, pose le problème des bases sociales et du rôle du PS. »* On ne saurait mieux dire...

Finalement, une réorientation s'est imposée : le texte a été gauchi, par les ap-

1. Tribune libre dans « le Monde » du 7 décembre.

2. Ce sont très souvent les bastions du mouvement ouvrier et les points d'ancrage de l'électorat de gauche.

3. La réduction du temps de travail semble définitivement passée à la trappe, malgré la promesse faite en 1982 que 1985 serait l'année des 35 heures.

4. Intervention à la Convention sur la modernisation.

ports du CERES, sur le thème « la gauche reste la gauche » et la convention s'est transformée, de lieu de débat et de conviction sur la politique économique, en grande masse de mobilisation des énergies militantes dans la perspective des échéances électorales (cantonales, législatives).

Dans la foulée, la campagne prévue, « Le PS en direct avec vous », s'est réduite à quelques réunions d'appartement autour d'élus socialistes et au message enregistré sur répondeur téléphonique par Michel Piccoli, pour laisser place à une campagne des élections cantonales très traditionnelle, centrée sur les complicités entre l'opposition et le Front national.

Rassembler : du bon usage de l'effet Le Pen...

Autant le thème de la modernisation a du mal à mordre, y compris parmi les militants socialistes, autant celui du rassemblement semble plus prometteur. Maître-mot du discours officiel, le rassemblement recouvre des réalités différentes : en décembre 1984, J. Delors évoquait sur TF1 *« un rassemblement de 70 à 75 % des Français sur un projet qui leur paraisse acceptable »*, pulvérisant ainsi les ambitions de Giscard qui, lui, ne prétendait convaincre que deux Français sur trois ! Lors du meeting qu'il a tenu à Rennes, le mois dernier, F. Mitterrand proposait, lui, de rassembler contre la crise et... le terrorisme. Quant à L. Fabius, son discours électoral à Toulouse (le 7 mars) était centré sur l'appel au rassemblement républicain contre l'extrême droite. A l'évidence, les stratèges de l'Elysée pensent tenir un bon filon avec l'effet Le Pen (5). L'exploitation par le gouvernement et les leaders socialistes de la montée du Front national présente en effet de nombreux avantages :

— Il s'agit, en agitant le repoussoir de l'extrême droite dont l'apport est indispensable à la droite pour être majoritaire, de faire taire les critiques dans l'électorat ouvrier et populaire, de faire passer au second plan la politique d'austérité et ses conséquences, de provoquer un réflexe antifasciste pour resserrer les rangs autour du gouvernement notamment en termes électoraux.

— La mise en avant du thème de l'extrême droite oblige les dirigeants de la droite à se positionner par rapport à Le Pen et à étaler leurs divisions déjà mises en lumière par les polémiques sur la cohabitation.

— Enfin, cela permet d'aborder la question des alliances. Téléguidée de l'Elysée, la création d'un centre gauche autour de la liste ERE aux élections européennes et partenaire possible pour le PS a fait long feu. Le danger d'extrême droite permet, lui, de jeter les bases d'un front républicain englobant des secteurs de l'actuelle opposition : l'alliance avec tous ceux qui, à droite, auront refusé l'alliance avec le Front national.

Ce qui n'est encore qu'un thème idéologique — séparer la droite républicaine de la droite extrême — pourrait rapidement prendre de l'ampleur et se matérialiser. Ainsi M. Rocard, selon l'"habitude qui est la sienne, ouvre des perspectives qui, si elles ne sont pas encore la ligne officielle, pourraient bien le devenir : *« Si un candidat conservateur a pris des positions claires et refusé tout compromis avec l'extrême droite, pour le socialiste que je suis, ce ne sera pas bonnet blanc et blanc bonnet. Il ne faudra pas s'abstenir, il faudra battre l'extrême droite* (6). »

Ces combinaisons à venir, destinées à remplacer la défunte union de la gauche, sont aujourd'hui dissimulées — à peine — derrière une offensive idéologique sur la défense des valeurs de la République et de la nation : on ne fustige plus les « gens du château » ou les « forces de l'argent » — ce qui pouvait à la rigueur renvoyer à un clivage de classe —, on dénonce la volonté de « restauration » de la droite, sa filiation avec « l'esprit de Vichy » (7).

La rupture avec le capitalisme, qui a quand même fait les beaux jours de tant de congrès socialistes, est depuis longtemps passée à la trappe. Les valeurs de la gauche sont mises en sourdine, à commencer par la laïcité. Sur les traces de J.-P. Chevènement, le parti tout entier redécouvre la République et l'on parle de restaurer au fronton des écoles sa fière devise, « Liberté, Egalité, Fraternité », quotidiennement foulée aux pieds depuis deux siècles de République... bourgeoise.

La dérive du CERES

C'est évidemment pour le CERES que la réorientation politique est, depuis un an, la plus importante. L'entrée de J.-P. Chevènement dans le gouvernement Fabius s'est immédiatement traduite par la mise en sourdine du discours qui avait ponctué l'activité du CERES pendant le dernier gouvernement Mauroy : le CERES dénonçait alors la politique économique gouvernementale comme suicidaire, menant à l'échec et à la rupture de l'union de la gauche. Paradoxalement, c'est après le départ des ministres communistes — événement qui confirmait plutôt ses prédictions — que le CERES a renoncé à toute agitation sur la nécessité d'une « autre politique ». Ses porte-parole se contentent d'évoquer sporadiquement l'idée d'une certaine relance, mais ce thème est loin d'être l'apanage du CERES : aussi bien A. Laignel que... M. Rocard y ont fait écho, lors de la Convention sur la modernisation.

On aurait tort de limiter l'attitude du CERES à la solidarité gouvernementale (8). La lecture d'*Enjeu* (9) comme les interviews données par J.-P. Chevènement (10) révèlent qu'un véritable débat de refondation est lancé au sein de ce courant. En effet, plus encore que pour la

5. Les révolutionnaires sont les derniers à sous-estimer le danger que représente, pour le mouvement ouvrier, la montée de l'extrême droite. C'est bien la raison pour laquelle ils s'opposent à sa banalisation comme simple argument de tactique électorale.

6. Michel Rocard à Châtenay-Malabry le 7 mars 1985.

7. Ces « analyses » ont un objectif très politicien ; il n'en reste pas moins qu'elles s'appuient sur un fond de vérité.

8. On se souvient des déclarations de J.-P. Chevènement après son départ du gouvernement Mauroy : « Quand on est ministre, on la ferme. »

9. Ce mensuel, qui a succédé à « Non ! » et « Repères », sert de caisse de résonance aux thèses du CERES et à leurs évolutions. Depuis sa création, il porte en exergue : « Pour la République et le socialisme »...

10. Dans l'interview publiée par « le Matin » du 4 mars, J.-P. Chevènement développe la logique ultime de ses analyses : « Ce qui peut faire gagner la gauche, c'est l'idée de salut public. » Et d'un sauveur ?

majorité du parti, l'identité du CERES s'était forgée autour d'un projet : l'union de la gauche autour d'un programme commun de gouvernement afin de dépasser les vieilles ornières du mouvement ouvrier, la social-démocratie et le stalinisme. Ces références sont, à l'évidence, mises à mal par l'évolution de la situation. Chevènement a pris les devant, dès janvier 1984, avec la création du club République moderne. Si l'échec de ce projet est patent sur le plan organisationnel — il ne semble pas que les patrons « modernes » ou les gaullistes attachés à l'indépendance nationale se pressent à la porte ! —, Chevènement a néanmoins réussi à convaincre la direction du CERES.

L'analyse n'est pas entièrement nouvelle et renvoie à des conceptions déjà développées dans le passé par Chevènement. Mais elle est aujourd'hui systématisée (11). Rappelons-en les grandes lignes : le socialisme n'est pas à l'ordre du jour ; le danger qui guette la planète (et le mouvement ouvrier en conséquence), c'est l'effacement des vieilles nations européennes, en premier lieu la France, au profit d'un « condominium nippo-américain » ; face au capitalisme multinational, c'est la nation qui constitue le rempart possible ; or, celle-ci s'identifie à la République dont les valeurs sont le patrimoine de la gauche. Ainsi l'article intitulé « La République, une idée moderne », publié dans le numéro de mars d'*Enjeu*, conclut : *« La République trace la voie de la reconquête idéologique... Elle est la voie la plus directe vers le socialisme. »*

Une telle orientation permet sans doute à la direction du CERES d'être parfaitement en phase avec l'actuel discours gouvernemental ; mais elle ne peut manquer de poser problème à la base de ce courant, à tous ceux — notamment dans les entreprises — qui l'avaient rejoint parce qu'il était la « gauche » du PS, le champion de l'union de la gauche, le gardien de la rupture avec le capitalisme. Vouloir faire jouer au PS un rôle un peu équivalent à celui du Parti radical sous la IIIe République risque fort de ne pas répondre à leur attente.

Autre sujet potentiel de contradiction : la politique menée à la tête du ministère de l'Education nationale. L'exaltation de l'élitisme républicain, du goût de l'effort, l'offensive de restauration (antipédagogique) valent aujourd'hui à J.-P. Chevènement une certaine popularité (12). Mais cet état de grâce — qui s'étend à la droite et aux milieux les plus réactionnaires de l'enseignement — est trompeur et va laisser des séquelles à gauche. Il sera difficile aux laïques d'oublier que l'arrivée de J.-P. Chevènement à l'Education nationale consacre la capitulation complète du gouvernement sur la question scolaire : après tout, ses « propositions simples et de bon sens » destinées à désamorcer la querelle scolaire ne sont rien d'autre que la reprise de la loi Debré ! Quant à l'orientation actuelle mise en œuvre dans l'enseignement, elle est bien incapable d'apporter une réponse convaincante aux problèmes qui restent posés (en premier lieu, l'échec scolaire). A terme, J.-P. Chevènement risque bien de perdre sur tous les tableaux, comme en témoignent tant l'hostilité du SGEN-CFDT que le peu d'enthousiasme de la direction de la FEN (13).

Rocardiens : la gauche, c'est nous

Plus le gouvernement et, à sa suite, la majorité du PS empruntent aux thèses traditionnellement mises en avant par les rocardiens en matière économique, et plus ils s'efforcent de réduire la place de ce courant au sein du parti, même si le gouvernement Fabius se concevait aussi comme un gouvernement d'union... des courants du PS, à défaut d'avoir réalisé l'union nationale. Sa composition a d'ailleurs irrité les rocardiens, bien mal récompensés d'avoir joué à fond la solidarité gouvernementale et fait taire leurs critiques : ils n'ont qu'un seul ministre : Rocard. C'est donc à une certaine remise en cause de cette attitude qu'a procédé la réunion nationale du courant qui s'est tenue en août 1984. Solidarité gouvernementale oui, mais finie la stratégie du silence.

Plus généralement, les rocardiens ont pris acte de la concurrence à laquelle ils sont soumis, de la part de L. Fabius, sur leurs terrains de prédilection : rigueur, langage de « vérité », réalisme économique et compétence gestionnaire. On assiste à un curieux chassé-croisé : c'est aujourd'hui de ce courant que sont issues les mises en garde contre une politique économique par trop réduite à la gestion, la dénonciation de l'offensive idéologique libérale et les risques d'adoption par les socialistes d'une démarche social-démocrate (14), ainsi que la réaffirmation de l'ancrage à gauche du PS (15) ! Mais la palme revient assurément à J.-P. Cot et D. Taddei qui dénoncent, à l'avance, toute tentation de s'orienter vers l'électorat centriste et rendent un hommage aussi tardif qu'appuyé à la stratégie d'Epinay, fondée sur l'union de la gauche !

Rocard lui-même est assurément plus prudent : après avoir réussi sa « rentrée » dans le parti en faisant assaut de modernisme avec L. Fabius lors de la Convention sur la modernisation, il s'efforce aujourd'hui, à la faveur de la campagne anti-Le Pen d'apparaître comme l'homme d'une autre alliance (16), celui dont le profil coïncide le mieux avec la nouvelle orientation du gouvernement. Tant il est vrai qu'en 1988, il ne s'agira plus d'être le candidat des seuls socialistes...

Le courant Mauroy : horizon 1988 ?

Principal perdant lors de la constitution du gouvernement Fabius, ce courant est confronté à la question de son

11. Le numéro de mars d'« Enjeu » illustre bien cette orientation à travers l'éditorial de D. Motchane et un article signé J.-M. Sebord sur « La République, une idée moderne ».

12. Conscient d'avoir poussé le bouchon un peu loin, Chevènement s'est adressé par lettre aux mouvements de recherche pédagogique, dont le mouvement Freinet, pour valoriser leur apport.

13. Au congrès de la FEN, J. Pommateau n'a pas hésité à reprocher à Chevènement d'avoir caressé dans le sens du poil des parents qui se désolent de ne pas retrouver dans l'école de leurs enfants le reflet de leur propre enfance.

14. « Vous avez dit socialisme ? », par J.-P. Cot et Dominique Taddei (« le Monde » des 13 et 14 septembre 1984.

15. « La gauche doit se souvenir qu'elle est la gauche » : interview de M. Rocard au « Nouvel Observateur ».

16. « Le Monde » du 9 mars 1985.

avenir, c'est-à-dire pour une bonne part l'avenir de son chef de file : s'agit-il de reprendre une position infLuente dans le parti (17) ou de se profiler comme candidat à l'investiture du PS pour les présidentielles de 1988 ?

Cette interrogation n'était pas absente lors de la réunion du courant en août 1984, ouverte par un rapport très critique de F. Gaspard qui s'interrogeait ainsi : « *Qu'est devenue la notion de rupture avec le capitalisme ? Que sont devenues les ambitions de transformer l'organisation du travail dans la société ?* »

Courant social-démocrate classique, les mauroyistes tentent actuellement de se repositionner à gauche sur l'échiquier politique du PS, naturellement sans enfreindre la solidarité gouvernementale. Lors de la Convention sur la modernisation, G. Allouche évoquait la réforme de la fiscalité — toujours promise mais jamais mise en chantier — et concluait : « *Si nous n'étions là que pour faire baisser le taux d'inflation, serions-nous vraiment la gauche ?* » P. Mauroy se contentait, lui, d'envoyer un message depuis Managua avant d'opérer sa véritable rentrée lors du congrès de la FEN (18) !

En s'appuyant sur les bastions traditionnels du socialisme français — le Nord, le milieu enseignant et laïque —, P. Mauroy vise aussi à se doter d'un profil particulier : celui de rassembleur potentiel de la gauche (19). Le souvenir nostalgique de l'état de grâce, la participation des ministres communistes à tous les gouvernements Mauroy, la coïncidence entre leur départ et le changement de Premier ministre dégagent un créneau que P. Mauroy entend bien cultiver...

A quoi sert le PS ?

Question incontournable pour le Parti socialiste, en premier lieu pour le courant majoritaire : à quoi sert donc ce parti, d'autant que la Constitution de la V^e^ République — que Mitterrand trouve manifestement tout à fait à sa pointure — laisse peu d'espace politique au parti du président.

Lors des journées parlementaires du groupe socialiste, L. Fabius a développé sa conception des rapports entre le gouvernement et le parti ; elle est sans ambiguïté : « *Vous êtes les principaux relais de la politique du gouvernement et je sais que la stabilité est assurée dès lors que le groupe est en phase avec le gouvernement.* »

De fait, l'idée prédomine que c'est ensemble — gouvernement et parti soudés — que l'on peut espérer limiter les dégâts en 1986. Les critiques de la politique gouvernementale se sont fait extrêmement rares depuis l'été dernier : qu'il s'agisse de la poursuite de l'austérité, des licenciements (automobile, Creusot-Loire, etc.), de la capitulation laïque, des extraditions de réfugiés basques, de la Nouvelle-Calédonie ou du vote du budget, toutes les positions gouvernementales ont été assumées sans dissonances majeures. Ce qui ne signifie pas absence de malaise...

Avant l'adoption du style républicain qui est désormais la règle, plusieurs tentatives ont été effectuées pour réaffirmer l'ancrage à gauche du parti, complément indispensable à l'image de marque moderniste de L. Fabius.

Ainsi, J. Poperen a tenté de susciter un manifeste de la gauche profonde (20) avant de publier un nouvel ouvrage (21). L. Jospin s'en est pris régulièrement et contre toute évidence à la campagne « *visant à décourager les forces de gauche en accréditant l'idée d'un renoncement* ». Le marxisme ? Cela n'a jamais été le « dogme officiel du PS ». Le profit ? « *Nous aurions été totalement contre avant. Nous serions totalement pour maintenant. Absurde* (22) *!* » Il n'empêche : revaloriser les valeurs traditionnelles de la gauche, réaffirmer une certaine pureté doctrinale au moment même où le gouvernement accélère sa dérive droitière, cela rappelle de vieux souvenirs.

Il n'en reste pas moins que le PS a du mal à trouver un créneau d'expression : quitte à valoriser la politique du gouvernement, on n'est jamais mieux servi que par soi-même. De fait, ce sont F. Mitterrand et L. Fabius qui montent en première ligne : tous les observateurs ont noté l'effacement de L. Jospin, pendant la campagne pour les cantonales, au profit de L. Fabius, véritable chef de la majorité !

Dans ce contexte, on peut noter l'apparition d'une certaine activité politique, en dehors des canaux normaux du parti (instances de direction ou courants traditionnels) : floraison de bulletins militants, notamment dans le courant majoritaire, création du club Renouveau socialiste par A. Laignel, apparition d'associations aux marges du parti comme la Mémoire courte, espaces 89, etc.

Redéfinition du rôle et de la place du PS, tentative de trouver un substitut crédible à l'union de la gauche, digestion par les militants du tournant républicain et mobilisation pour la campagne électorale constitueront les principaux thèmes du prochain congrès (23). Mais c'est après les législatives de 1986 qu'émergeront les principaux débats et que s'effectueront les reclassements au sein du PS.

---

17. Ses camarades de la direction du PS ne semblent pas particulièrement disposés à lui faciliter la tâche : « Si P. Mauroy a l'intention de militer à la direction du PS, c'est parfaitement son droit, en passant bien naturellement par toutes les étapes du Parti socialiste, c'est-à-dire les sections, les congrès, etc. » (M. Debarge).

18. Rappelons que la direction de la FEN vient de s'assurer le contrôle du journal « le Matin », autrefois caisse de résonance de la « deuxième gauche »...

19. « L'union de la gauche, nous en sommes plus que d'autres les porteurs. » (R. Fajardie)

20. Pour faire pièce à la progression de l'idéologie libérale-libertaire dont les rocardiens sont, dans la démonologie officielle, le cheval de Troie dans le parti...

21. « Le Nouveau Contrat socialiste », éditions Ramsey.

22. L. Jospin lors de sa campagne électorale pour les législatives partielles dans le Puy-de-Dôme.

23. Il aura lieu en automne à Toulouse — ville administrée par D. Baudis — qui a été préférée à Lille. Un symbole...

Dossier

Les contradictions de l'analyse économique de la CFDT

Maxime DURAND

DEPUIS le triomphe de la ligne du recentrage, la confédération CFDT cherche à affirmer une autre conception du syndicalisme faisant du syndicat un « acteur du changement » à part entière. La confédération n'a certes pas ménagé ses efforts — notamment depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir — pour soigner une image de marque d'organisation créative, inventive, qu'il suffirait en somme de consulter pour sortir de la crise. Cette prétention est-elle légitime ?

L'examen des analyses économiques de la confédération montre en fait que ces dernières manquent de la plus élémentaire rigueur, qu'elles ne sont ni réalistes ni cohérentes, qu'elles reposent sur des prises de position idéologiques et, enfin, qu'elles ne résistent pas à l'épreuve des faits.

Le point de départ est l'idée selon laquelle le syndicat ne doit pas se cantonner à un strict rôle de défense des intérêts des travailleurs mais qu'il doit aller plus loin et avancer, en positif, des contre-propositions industrielles.

L'orientation de contreproposition industrielle

Ce thème de la contreproposition industrielle, omniprésent dans les positions récentes de la confédération, est clairement exposé dans différents articles du numéro de *CFDT-Aujourd'hui* intitulé « Face aux défis économiques ». Il s'organise autour de trois idées-clés.

• *Première idée : pendant les années d'expansion, les rapports sociaux auraient été réglés selon un contrat implicite : « organisation de la production-productivité pour les patrons contre pouvoir d'achat pour les salariés (1) ».* Et cette acceptation aurait eu des effets négatifs : « S'il est vrai que la plupart des travailleurs devaient connaître une amélioration sensible de leur pouvoir d'achat et de leur consommation, ce fut au prix d'une dépossession à peu près totale de leur savoir-faire, de la maîtrise de leur travail : déqualification et surtout parcellisation et division toujours plus grande des tâches ne faisant plus de place ni de prise à l'autonomie, à l'initiative individuelle ou collective (2). »

• *Seconde idée : la crise devient la crise du syndicalisme parce que ce contrat ne peut plus fonctionner.* En effet, il est détraqué parce que : « Pas de croissance égale pas de surplus à répartir égale rien à négocier sinon des avantages pour les uns au détriment des autres (3). » Il faut donc changer son fusil d'épaule et assigner à l'action syndicale de nouveaux objectifs.

Il est donc explicitement affirmé que la contre-proposition industrielle est « une stratégie née dans un contexte de crise (4) ».

• *Troisième idée : la contreproposition industrielle conduit à une modification du rôle du syndicat.* Cette stratégie consiste en effet « à formuler des objectifs et à préciser des moyens, liés au produit, depuis les conditions de sa fabrication (...) jusqu'à la prise en compte de sa commercialisation, en liaison avec une réflexion sur sa finalité. Cette stratégie traduit, finalement, un double passage : le passage d'un mode strictement revendicatif à un mode propositionnel *et* revendicatif ; le passage d'un champ d'action et de réflexion strictement limité au domaine social (et notamment salarial) à un champ qui inclut également les décisions économiques et industrielles (5) ».

Malgré son apparente cohésion, cette présentation des choses ne tient pas la route. Pour commencer, elle représente une fantastique réécriture de l'histoire de la CFDT. Où a bien pu exister — sinon dans l'imagination de ces néo-experts syndicaux — cette CFDT caractérisée par l'« autolimitation à la négociation du revenu salarial » ? La CFDT, au contraire, s'est construite notamment autour des thèmes antiproductivistes, égalitaires, antihiérarchiques et s'est dotée de trois solides piliers : propriété sociale

---

1. H. Bertrand, « Le syndicat peut-il devenir un acteur économique ? », « CFDT-Aujourd'hui » n° 60, mars-avril 1983.
2. H. Bertrand, op. cit.
3. H. Bertrand, op. cit.
4. J.-P. Huiban, « Intervenir sur les politiques industrielles », « CFDT-Aujourd'hui » n° 60, mars-avril 1983.
5. J.-P. Huiban, op. cit.

Dossier

des moyens de production et d'échange, planification démocratique et autogestion. Voilà d'ambitieuses contrepropositions s'il en fut.

Tout se passe comme s'il s'agissait de gommer l'histoire en inventant que la CFDT aurait fait fausse route, faute d'avoir inventé cette stratégie-miracle. Et les experts poussent le bouchon un peu loin en affirmant que « tout se passe comme si on assistait à un second compromis : la participation aux gains de la croissance contre l'abdication de toute forme de citoyenneté économique (6) ».

Mais le sommet est atteint lorsque l'on cherche à faire de Lip la première expérience de contre-proposition industrielle. Le « fait nouveau » consisterait à vouloir « intervenir directement sur le terrain industriel et de ne plus se contenter de négocier les conséquences sociales de décisions prises par d'autres (7) ». Comme si la grande nouveauté de Lip n'avait pas été la beauté et l'efficacité d'une lutte autogestionnaire, en rupture avec le pouvoir patronal, coordonnée par un comité de grève élu : on est quand même loin du recentrage !

Cette façon de tirer la couverture à soi doit être signalée et critiquée, mais là n'est pas l'essentiel. Il faut mettre la « stratégie propositionnelle » à l'épreuve des faits et, pour commencer, du problème de la contrainte extérieure.

Un refus non solidement fondé du protectionnisme

C'est un des thèmes-clés que de condamner la tentation protectionniste. E. Maire a résumé l'argumentaire à la veille du plan d'austérité du printemps 1983, qu'il appelait d'ailleurs de ses vœux : « Le protectionnisme, c'est une menace sur l'emploi. Une France qui commence à fermer ses frontières exportera nettement moins et subira des mesures de rétorsion avec toutes les conséquences que cela suppose sur l'emploi. Du point de vue politique, le protectionnisme va de pair avec des appels au peuple en faveur de l'intérêt national, tout ce qui nous entoure étant considéré comme un danger. Donc, des tonalités assez autoritaires et des risques de dérapage du point de vue d'une certaine conception des libertés. Je m'explique : vis-à-vis des immigrés, par exemple, on peut faire naître toute une série d'attitudes (8). »

Il faut d'emblée souligner qu'une telle attitude est difficilement compatible avec les analyses du secteur économique de la confédération. Voici ce que ce dernier écrit, à juste titre, et qui ne fait que reprendre un constat désormais bien connu : « La France se caractérise par l'absence de véritables pôles de compétitivité. Cela signifie qu'au lieu d'avoir une spécialisation internationale fondée sur la complémentarité avec les autres économies, qui assurent une certaine stabilité aux positions acquises, *la France est engagée dans une spécialisation trop fine à contre-courant des tendances actuelles profondes du commerce international (9).* »

Cette analyse est parfaitement correcte. Mais si la France est ainsi spécialisée « à contre-courant », comment peut-on se borner à un refus pur et simple de mesures de protection, sans plus ample examen ? Rappelons encore ce que disait la résolution du conseil national d'avril 1983 : « Une politique économique basée sur le protectionnisme, rompant avec la communauté internationale pour chercher, dans le repli sur soi, les conditions d'une reprise économique, serait un choix dangereux (10). »

Il y a là une évidente contradiction : ou la France a une bonne spécialisation, ou ce n'est pas le cas, et il faut alors envisager une désinsertion vis-à-vis du marché mondial, que la confédération refuse *a priori*, sous le terme générique de protectionnisme. Le secteur économique est, lui, plus nuancé, puisqu'il s'agit selon lui de « rejeter le protectionnisme, tout en faisant preuve de réalisme face aux conditions actuelles du commerce international, et en acceptant l'éventualité de clauses de sauvegarde limitées et temporaires (11) ».

Cette reconnaissance embarrassée du fait que les mêmes causes — l'ouverture tous azimuts sur la « communauté internationale » — ne peuvent que produire les mêmes effets en termes de déstructuration du tissu industriel se retrouve dans un document plus récent du BRAEC (organisme de recherche lié à la CFDT) : « Le libre-échange ne saurait être un principe, c'est un libre choix, politique autant qu'économique, celui d'une communauté qui se construit, pas d'une zone. En dehors de cette communauté, l'échange peut être libre, mais peut aussi ne pas l'être : les règles de l'échange sont négociables (12). »

Enfin, contradiction supplémentaire, le texte du

---

6. J.-P. Huiban, op. cit.
7. J.-P. Huiban, op. cit.
8. « Libération », 3 février 1983.
9. « Politique industrielle : quelques éléments de réflexion. » Note du secteur emploi, secrétariat économique CFDT du 14 juin 1983.
10. « Syndicalisme-Hebdo » 12 mai 1983.
11. « Politique industrielle : quelques éléments de reflexion. » Op. cit.
12. « Echanges économiques extérieurs : quelle politique aujourd'hui ? » Notes et documents du BRAEC-CFDT, mars 1984.

secteur économique reconnaît que la dépendance extérieure en matière de biens d'équipement est un obstacle à la relance de l'investissement : chaque fois que l'on augmente celui-ci de 100 en France, la moitié est achetée à l'étranger ce qui vient donc creuser le déficit extérieur.

Comment préconiser dans le même temps une relance de l'investissement, notamment par la constitution de fonds salariaux ? Le refus de toute mesure de sauvegarde affiché par ailleurs fait que cette relance ne pourrait que se heurter de plein fouet à la contrainte extérieure.

On reviendra plus loin sur les arguments invoqués et qui concernent les mesures de rétorsion, ainsi que le risque d'étatisme accru. Pour l'instant, il faut conclure que, dès le départ, il y a, dans les positions confédérales sur le commerce extérieur, une absence de rigueur qui transparaît particulièrement dans un article de *CFDT-Magazine* censé répondre à cette question cruciale : « Comment redresser la balance (13) ? » On n'y trouve pas une seule proposition concrète : dire en effet qu'il faut « consolider et rénover l'appareil industriel » sans se demander si cela est compatible avec le mode d'insertion actuel de l'industrie française, c'est du baratin. On dirait un rapport de technocrate, catalogue de vœux pieux bien incapable d'armer les travailleurs. Or, c'est bien de cela qu'il devrait s'agir en principe.

Une ligne syndicale inapplicable

Dès qu'on redescend sur terre, les contradictions deviennent plus criantes encore. On en prendra trois exemples.

• *Premier exemple : le textile.* L'industrie textile connaît de nombreuses difficultés étroitement liées au commerce international. Notons au passage qu'avec l'accord Multifibres, le libre échange est loin de jouer à plein ! La fédération CFDT Hacuitex a mis au point un ensemble de propositions visant à restructurer le secteur : voilà donc une contreproposition industrielle.

Seulement, ce n'est pas de chance, elle se heurte de plein fouet aux options confédérales en la matière : Hacuitex préconise en effet un certain degré de protection vis-à-vis du marché mondial et une restructuration de la filière qui ne collent pas bien avec le refus du protectionnisme, ni avec l'éloge des procédures décentralisées.

• *Second exemple : la sidérurgie.* Les accords européens impliquent une réduction des capacités en France, qui va s'accompagner de nouvelles suppressions d'emplois, que l'on peut évaluer à 15 000 d'ici à 1986 (14). Que va dire la confédération ? Le choix est simple : ou l'on accepte ces contrats signés avec « nos partenaires européens », et le rôle du syndicat est d'emblée limité à celui d'assistante sociale accompagnant au mieux les nécessités de la restructuration.

Ou bien elle se réclame d'une autre logique, d'une réelle contre-logique, mais celle-ci ne peut faire l'économie d'une rupture avec la division internationale du travail. Dans un livre préfacé (eh oui !) par J. Chérèque, cette nécessité était bien expliquée (mais le livre date de 1977) : « Ou on se soumet aux règles du marché mondial et la nécessité d'être compétitif est mise en avant contre toutes transformations réelles et on dévoie les nouvelles structures de pouvoir des salariés en les obligeant à gérer cette situation. Ou on s'en démet (...) Il faudra rapidement envisager une réorientation de la production et des investissements par une planification des besoins. De plus, *la seule issue possible implique un contrôle strict des relations internationales.* Cela signifie que les échanges de la sidérurgie (exportations et importations) ne soient plus libres mais réglés et contrôlés dans le cadre d'accords particuliers (bilatéraux ou multilatéraux). *On ne peut laisser guider les choix par la loi du marché capitaliste national ou international (15).* »

On ne saurait être plus clair sur la nécessité de refuser les règles du libre échangisme et donc, en un sens qu'il faudra préciser, faire du « protectionnisme ».

• *Troisième exemple : la délocalisation de l'aluminium.* PUK, groupe nationalisé, et parmi l'un des plus importants producteurs mondiaux d'aluminium, choisit de s'installer soit dans les pays producteurs de bauxite, soit dans ceux où l'énergie électrique (40 % des coûts de production) est moins chère, par exemple au Québec.

Que fait la fédération CFDT chimie (FUC) ? Elle prend position pour « un secteur aluminium fort en France » et, contre les projets de PUK, avance un certain nombre d'arguments en faveur d'une « présence forte de l'électrolyse sur le territoire national (16) ». Or, il faut choisir : d'un point de vue capitaliste, PUK a mille fois raison de produire au Québec et les arguments de la FUC ne tiennent pas la route si l'on raisonne dans le cadre d'un refus de principe du protectionnisme. Ce n'est pas avec une telle argumentation que l'on peut espérer « mobiliser les travailleurs pour vivre et travailler au pays demain ».

Le détail même de l'argumentation recèle des contradictions : il est fait allusion à un possible contrat entre EDF et PUK. Mais il s'agit alors d'une subvention cachée, puisque PUK va acheter son électricité à tarif ultra-réduit. Et c'est là une des formes classiques du protectionnisme, que l'on ne peut limiter à la « fermeture des frontières ». L'article de la FUC sombre finalement dans l'irresponsabilité. Dire que les « différentes usines actuelles sont en dessous ou très voisines du seuil de rentabilité » et présenter comme un objectif le maintien « sur les bassins d'emploi existants du potentiel de postes PUK avec les emplois de sous-traitance » est une démarche qui manque singulièrement de rigueur. D'abord, elle ne permet pas de comprendre pourquoi PUK s'obstine ainsi à fermer des usines quasi rentables pour aller produire ailleurs. On laisse donc entendre qu'il suffit

---

13. « Comment redresser la balance ? » « CFDT-Magazine », juillet-août 1983.
14. Cette partie de l'article, rédigée en juillet 1983, n'a donc pas été infirmée par l'évolution ultérieure.
15. J.-Y. Rognant, C. Romain, F. Rosso : « Où va la sidérurgie ? » Ed. Syros 1977.
16. « Pour un secteur aluminium fort en France », « Syndicalisme-Hebdo », 21 juillet 1983.

Dossier

en somme d'ouvrir les yeux du patronat pour qu'il sache reconnaître son intérêt.

Conséquence : incompréhension de la situation réelle, et détournement de la mobilisation vers une bataille d'experts perdue d'avance parce que, sur ce terrain-là, celui d'une bonne gestion capitaliste, le dossier de PUK est inattaquable. L'intervention des travailleurs doit être axée ici sur la défense de l'emploi, même si elle s'accompagne d'une moindre rentabilité calculée au niveau du groupe, au lieu de bluffer pour faire croire que les deux sont compatibles.

Mais cette idée que l'on peut tout avoir à la fois, la satisfaction des revendications des travailleurs et le profit des patrons, est précisément la clé politique de l'orientation confédérale actuelle.

Le postulat de « compétitivité sociale »

On a vu comment était décrit un contrat implicite des années d'expansion : les travailleurs auraient échangé des gains en pouvoir d'achat contre la maîtrise des conditions de travail et du type de production abandonnée au patronat. Puisque avec la crise les bases de ce contrat se sont évanouies, *la direction CFDT propose un nouveau contrat* : les travailleurs échangeraient l'amélioration de leurs conditions de travail contre leur modération en matière de revendications salariales, mais surtout contre de nouveaux gains de compétitivité rendus ainsi possibles.

Le postulat absolument central est bien exposé par le texte sur la politique industrielle : « Le nouveau type de développement (...) consiste à vouloir *transformer les rapports sociaux dans l'entreprise* pour aller vers une pleine responsabilisation de chaque travailleur à son niveau pour lui permettre d'intervenir sur le contenu de son travail. A nos yeux, cette transformation est non seulement un moyen, mais une condition *sine qua non* de la compétitivité nécessaire des entreprises françaises, *une compétitivité nouvelle, "sociale", résultant de nouveaux modes d'organisation et de rapports dans le travail (17).* »

Ou encore, de manière encore plus condensée : *« C'est dans la réforme des rapports de travail, dans la modification de l'organisation du travail de l'entreprise que gisent les réelles réserves de productivité et de compétitivité des entreprises françaises (18).* »

C'est bien là la clé de voûte de l'édifice : si ce postulat est faux, tout s'effondre. Il faut donc aborder la question de savoir de quoi est faite cette fameuse compétitivité.

Le socle sur lequel se construisent les avantages de compétitivité, ce sont des coûts de production unitaires suffisamment modérés pour dégager des marges qui permettront à leur tour de financer l'investissement permettant de reproduire l'avantage de compétitivité.

Pour ce qui concerne la main-d'œuvre, les coûts unitaires s'expriment selon le calcul suivant :

$$\text{Coût salarial unitaire} = \frac{\text{Effectifs x salaire horaire x durée du travail}}{\text{Production}}$$

La réduction des coûts salariaux passe donc par trois canaux essentiels :

— la réduction du salaire par tête (y compris les cotisations sociales associées au salaire direct) ;

— la hausse de la productivité, c'est-à-dire du rapport effectifs/production ;

— le maintien de la durée du travail et l'intensification du travail lui-même.

Le patronat peut aussi jouer sur les autres charges, en cherchant à obtenir des avantages fiscaux, une réduction de ses frais financiers. Mais il visera également à réaliser un amortissement du capital fixe aussi rapide que possible, ce qui explique l'intérêt porté à toutes les mesures permettant de faire travailler les machines plus longtemps : extension du travail en équipes, levée des restrictions sur le travail de nuit, possibilités accrues de moduler la durée du travail.

La logique patronale est de jouer sur l'ensemble de ces paramètres : licenciements, encore appelés dégraissages, automatisation, intensification du travail sont autant de procédés classiques pour améliorer la productivité, et accéder à une meilleure compétitivité par la baisse des coûts.

Ces moyens, la CFDT les récuse très nettement dans une résolution économique datant de février 1981 : « La CFDT s'oppose à la conception de la compétitivité fondée sur la baisse des salaires réels et des prestations sociales, sur l'aggravation des conditions de travail, sur les choix de production les plus rentables, sur la surexploitation de la main-d'œuvre des pays en voie de développement (19). »

Le texte sur la politique industrielle déclare solennellement que réduire le problème de la compétitivité aux coûts de production, aux « charges » des entreprises est « socialement injuste, politiquement discutable et économiquement faux (20) ».

Ce lyrisme n'est pas très convaincant. Certes, des

---

17. « Politique industrielle : quelques éléments de réflexion. » Op. cit.

18. P. Héritier et P. Venturini, « les Travailleurs au cœur du redressement économique », « Futuribles » n° 70, octobre 1983.

19. Résolution économique du conseil national de janvier 1981, « Nouvelles CFDT » n° 04/81 du 5 février 1983.

20. « Politique industrielle : quelques éléments de réflexion. » Op. cit.

coûts de production bas ne sont pas une condition suffisante de la compétitivité, et l'exemple du textile français le montre assez, mais on ne peut pas renverser la proposition et suggérer qu'il serait « économiquement faux » pour tel patron de baisser ses coûts de production. Mais surtout, il faudrait donner un minimum d'exemples concrets montrant comment l'on peut avoir à la fois l'efficacité économique (la « compétitivité ») et le progrès social (« nouveaux rapports sociaux »), *tout en conservant le cadre capitaliste.*

Si un tel remède existait, cela se saurait ! Et la CFDT aurait fait une découverte d'importance. Mais, tout comme saint Thomas, nous voudrions voir avant de croire.

Et c'est là que l'argumentation se fait singulièrement fragile. Dans aucun des textes produits par la confédération, et c'est cela qui est proprement stupéfiant, on ne trouvera une seule illustration de cette recette magique.

Passons en revue quelques secteurs industriels : agro-alimentaire, chimie, construction mécanique, électronique, automobile, textile, meuble, bâtiment... Où sont là-dedans ces fameuses « nouvelles compétitivités » ? C'est du vent. Et l'on peut mettre au défi les experts confédéraux de venir l'expliquer devant les travailleurs de Talbot, de Flins, dans les Vosges, à Longwy, et à peu près dans toutes les régions de France.

Ou, encore une fois, cette idée de compétitivité sociale existe et peut réellement sous-tendre une nouvelle forme d'action syndicale, mais, dans ce cas, on l'explique noir sur blanc. Ou alors c'est du bidon. Malheureusement, il ne s'agit pas seulement de discours en l'air : à force d'expliquer aux syndicalistes qu'il faut avancer des propositions industrielles, sans être capables de dire ce qu'elles pourraient bien être, on les désarme, et on laisse l'initiative au patronat... quand on ne la lui donne pas. De ce point de vue, le bilan des négociations sur la flexibilité est exemplaire. Mais il faut aussi citer des exemples plus concrets concernant trois aspects décisifs : l'organisation du travail, l'application des lois Auroux, et l'intervention des travailleurs dans le processus de « modernisation industrielle ».

• *La compétitivité telle que la comprennent les patrons.*

La Thomson à Angers fabrique des téléviseurs couleur. La direction veut mettre en place une nouvelle chaîne « par équipe » : cinq heures par jour, six jours par semaine, horaires alternés et perte de salaire de 6,7 %. Ce régime implique de travailler tous les samedis, de commencer une semaine sur trois à six heures du matin, et de terminer une semaine sur trois à neuf heures du soir. Voilà ce qu'impliquent concrètement la modernisation et la flexibilité.

Pour imposer ce système, la direction a posé un véritable ultimatum en menaçant les récalcitrants de licenciement. Plusieurs dizaines d'ouvrières ont cependant refusé. Ces détails méritent d'être rapportés, ainsi que l'argument avancé par la direction : « L'objectif pour Thomson est d'obtenir de meilleurs coûts de production que nos concurrents (...) L'automatisation le permet, si l'utilisation des investissements est maximale. Les machines, elles, ne dorment pas (21). »

Comment exprimer plus limpidement la logique d'asservissement aux exigences du capital, cristallisées dans celles de la machine ?

A cette argumentation patronale qui, selon les experts confédéraux, est « économiquement fausse », on n'a rien d'autre à opposer que cette piteuse interrogation : « A quoi joue la direction de cet établissement ? » A rentabiliser son capital, ce qui est le « jeu » habituel du capitalisme. Et l'article de *Syndicalisme-Hebdo* de conclure, la main sur le cœur : « La CFDT s'élève vivement contre cette pratique patronale qui subordonne les conditions de vie et de travail à la compétitivité, qui décide d'abord, contraint ensuite, sans accepter la moindre négociation (22). » Mais ce ton geignard (« c'est pas de jeu ») peut-il contribuer à armer les travailleurs contre un patronat qui, précisément, joue son jeu ?

N'était-ce pourtant pas une occasion rêvée de mettre en action la recette magique des nouvelles compétitivités ? Elles n'ont pas résisté à l'épreuve des faits.

• *Cercles de qualité et lois Auroux à Usinor.*

Pour la CFDT, on sait que le vote des lois Auroux marque une date historique. Dans une interview non moins historique aux *Echos*, J.-P. Jacquier explique même qu'« avec les lois Auroux, la législation sociale est dorénavant à jour. Il ne faut pas qu'à chaque problème nouveau on institue une structure supplémentaire. Les lois Auroux nécessitent à notre sens cinq à dix ans de pratique pour qu'elles donnent leur plein effet (23) ». Cinq à dix ans de pratique, dominée par qui et au profit de qui ? J.-P. Jacquier ne se pose pas cette question élémentaire.

Le CNPF y répond, lui, par de multiples conseils. Un exemple nous en est donné par la façon dont la direction d'Usinor récupère ces fameuses lois Auroux pour faire authentifier ses tentatives de mise en place de « cercles de qualité », y compris dans son contrat de plan. Là encore, la CFDT est en porte-à-faux. Le secrétaire de la section CFDT Usinor-Dunkerque, celui-là même qui l'avait épurée de sa gauche il y a quelques années, explique pourquoi : « A Dunkerque, la CFDT dénonce et combat les cercles de qualité. D'ailleurs, les ouvriers désignés sont de moins en moins partants. Ceux qui s'y rendent n'ont de toute façon quasi rien à dire, tout est ficelé. C'est un contremaître formé idéologiquement qui doit animer le cercle. Le jeu consiste à tirer les vers du nez aux ouvriers sur les conditions de travail, puis à décider seul ensuite. Les cercles de qualité, c'est une caution de ce qui vient d'en haut (24). »

Là encore, on ne comprend pas pourquoi le

---

21. « La semaine de trente heures ou la porte : elles choisissent la porte », « Libération », juin 1983.
22. « En compétitivité, des limites à ne pas dépasser », « Syndicalisme-Hebdo », 30 juin 1983.
23. « La Liberté d'entreprendre, une liberté essentielle », un entretien avec J.-P. Jacquier, « les Echos » 19 juillet 1983.
24. « Syndicalisme-Hebdo », 17 février 1983.

Dossier

patronat cherche à récupérer cette libre expression censée déboucher sur de « nouvelles compétitivités ». Nouveau démenti de la pratique aux discours généraux.

• *Quand les travailleurs se passionnent pour la modernisation.*

Un dernier exemple des glissements opérés est donné par le sort des idées contenues dans le livre *les Dégâts du progrès* (25). Dans la préface à ce livre paru en 1977, E. Maire écrivait : « Ce que la CFDT dénonce, c'est le refus de s'attaquer sérieusement au problème fondamental de la conception de l'outil de travail, le refus de remettre en question les normes et les valeurs qui déterminent l'orientation de la recherche scientifique (...) Dans tous les domaines de la vie *il est urgent de dissocier progrès et avancée technique* et de changer les critères qui régissent la notion même de progrès. »

Cela implique un contrôle ouvrier sur les innovations technologiques, pour ne laisser se développer que celles qui ne sont pas nocives pour les conditions de travail. Mais ces idées justes (et l'exemple de la Thomson d'Angers le rappelle clairement) sont en pratique abandonnées. Voici en effet ce que déclare Y. Lasfargue, spécialiste confédéral de l'informatisation : « A partir de 1978, la manière d'appréhender les problèmes a évolué parce que les conséquences positives de l'informatique sont apparues beaucoup plus nombreuses que les conséquences négatives. La réflexion syndicale a porté non plus sur les dégâts du progrès, mais sur la nécessité de la participation, du contrôle et de la maîtrise de l'informatique, et notamment des investissements informatiques. Ce qui avant faisait peur, aujourd'hui n'effraie plus, mais passionne les salariés et les cadres en particulier (26). »

On mesure le chemin parcouru : du terrain de la critique de l'organisation capitaliste du travail, on passe à une politique d'accompagnement des rationalisations. Ce même enthousiasme se retrouve dans l'interview de Jacquier : « Nous sommes autant intéressés que les chefs d'entreprise à la conquête de nouveaux marchés : ça nous passionne autant qu'eux (27). »

Cette prétendue passion des travailleurs pour les restructurations en cours n'existe que dans l'imagination des dirigeants confédéraux ; mais ces enthousiastes offres de services ne laissent plus beaucoup de place à la défense des intérêts des travailleurs. Voilà où mène la propositionnite : faute de pouvoir élaborer de réelles alternatives qui supposeraient que l'on rompe avec la logique du profit, on se retrouve à la remorque des initiatives patronales, ou désarmés face à elles.

Mais surtout, on se trouve en position de s'adresser presque plus au patronat qu'aux travailleurs.

A la recherche d'un patronat éclairé

Puisque la confédération détient la pierre philosophale qui transforme les droits nouveaux des travailleurs en compétitivité, il s'agit pour elle de convaincre le patronat de cette alchimie. Quelques citations pour montrer qu'il ne s'agit pas d'un procès d'intention :

« Le patronat peut choisir une autre voie : celle qui s'appuie sur l'accroissement des droits et des responsabilités des travailleurs, sur l'amélioration de la qualification des salariés et de la qualité des produits comme moyen premier de la compétitivité, sur la mise au point de nouvelles filières de production, sur une planification décentralisée et contractuelle (...) A l'évidence, le patronat ne choisira pas ce nouveau cours sans une impulsion sociale forte (28). »

« Le choix du CNPF est simple. Ou bien il continue à geindre, en demandant au gouvernement des mesures qui, selon lui, doivent permettre aux entreprises d'améliorer leur compétitivité, leur efficacité. Ou bien il acceptera aussi et plus fondamentalement d'en débattre avec les organisations syndicales et les salariés (29). »

Tout cela est le corollaire logique de l'idée selon laquelle on pourrait, en régime capitaliste, faire de la compétitivité avec toute une série de variantes plus ou moins « sociales ». Il suffirait d'exercer une pression suffisamment forte pour en convaincre le patronat.

Pourtant le texte déjà cité sur la politique industrielle fournit un contre-exemple assez frappant, en prenant le cas du bâtiment : « Une enquête menée à l'occasion des assises patronales du bâtiment auprès de sept mille entreprises révèle que le remède numéro un de la crise, c'est encore et toujours les licenciements : 50 % y ont recouru, 35 % envisagent d'y recourir. Se diversifier ? Aborder de nouveaux marchés ? Allons donc ! Une minorité y songe (30)... »

On croit rêver ! Voilà des patrons qui ne savent

---

25. « CFDT : les dégâts du progrès », Le Seuil, 1977.
26. « Le Monde de l'informatique », octobre 1982.
27. « Les Echos », 19 juillet 1983.
28. « Syndicalisme-Hebdo », 2 septembre 1982.
29. J. Kaspar, « Le partage du travail, un choix politique », « Syndicalisme-Hebdo », 30 juin 1983.
30. « Politique industrielle : quelques éléments de réflexion. » Op. cit.

pas voir les « nouveaux marchés » du bâtiment ; mais existent-ils ailleurs que dans l'imagination des experts de la CFDT ? Ne se pourrait-il pas que la crise ce soit, justement, la disparition des « nouveaux marchés » ? N'ont-ils pas remarqué qu'il existe des règles, par exemple celles de la concurrence capitaliste, qui imposent les licenciements aux patrons comme seul moyen d'opérer les nécessaires restructurations ?

Les « insuffisances » du patronat, ce n'est pas d'avoir manqué les mirages de la nouvelle compétitivité, c'est plutôt de n'avoir pas encore restauré de manière suffisante les conditions de la croissance du profit. En réalité, le « miroir aux alouettes » que constitue cette « autre voie » que pourrait suivre le patronat n'est là que pour fournir un alibi idéologique à un projet de collaboration de classes poussé assez loin, qui se forge avec le patronat moderniste au sein de la Fondation Saint-Simon.

Et la planification démocratique ?

La planification était l'un des piliers du projet de socialisme démocratique de la CFDT. Des mesures importantes de socialisation de l'économie, débouché nécessaire des revendications ouvrières, devaient donner les moyens de changer la société : nationalisations industrielles, nationalisation du crédit, banque nationale d'investissement. Elles devaient retirer les principaux secteurs de l'économie des mains de la bourgeoisie. Cela ouvrait des perspectives, précisées par le conseil national d'avril 1974 : « L'élaboration du Plan sera démocratique : le Plan sera la résultante d'un débat public centralisé, où les travailleurs et les citoyens seront partie prenante des choix essentiels à effectuer concernant le type de production et la valeur d'usage des produits, le type de consommation et les besoins à satisfaire (31). »

La stratégie de contreproposition industrielle conduit à tourner le dos à cette orientation. L'articulation des propositions industrielles en un plan d'ensemble n'est pas envisagée. Quant au refus du protectionnisme, il implique que l'on renonce à toute forme de planification des échanges extérieurs, qui représentent pourtant de l'ordre du tiers de la production industrielle.

Les contrepropositions élaborées par les régions, les fédérations, ne sont pas seulement suspendues en l'air (quand elles existent) mais rien ne vient assurer leur comptabilité. Pour ne prendre qu'un exemple, les conceptions d'Hacuitex d'une part, celles de la FGM (métallurgie CFDT) d'autre part, renvoient à deux logiques industrielles dont on peut penser ce qu'on veut, mais certainement pas qu'elles puissent coexister. Voilà donc une fonction essentielle de la planification qui n'est pas assurée... même au sein de la CFDT !

Mais ce pointillisme est revendiqué comme un progrès, car permettant des négociations décentralisées. Cette nouvelle mode repose sur une bien étrange argumentation : « Le cadre privilégié de cette intervention est l'entreprise. Cela s'impose techniquement : le cœur d'une politique industrielle, c'est l'action de et vers l'entreprise, quelles que soient les formes d'agrégation (secteur, filière) suivant lesquelles s'opère cette action (32). »

Une telle affirmation est une extraordinaire absurdité : l'expérience militante montre au contraire que c'est à l'échelle du groupe, souvent internationalisé, que se prennent les grandes décisions de politique industrielle. Le niveau de l'entreprise, c'est, de plus en plus, le petit bout de la lorgnette. Il y a là une incompréhension radicale des mécanismes du capitalisme actuel qui illustre bien l'ineptie des raisonnements en chambre. Allez plutôt interviewer, par exemple, des ouvriers d'une boîte d'équipementiers travaillant pour Renault. Ici, l'entreprise n'est qu'une fiction qui a pour intérêt de limiter l'extension des acquis de Renault. Le patron n'aura qu'un mot à la bouche : « Rien ne dépend de moi. » Mais l'expert n'y voit que du feu.

Le thème de la décentralisation étendue à l'action syndicale est à double tranchant. Il recèle en effet le risque d'un affaiblissement global de la classe ouvrière ; en particulier dans les petites et moyennes entreprises, où les travailleurs ne peuvent consolider les acquis que par extension de ce qui est obtenu dans les bastions. Prôner la négociation décentralisée c'est, d'une certaine façon, mettre un obstacle à la diffusion des acquis par alignement progressif vers les situations plus avantageuses, et cela dessert les travailleurs des secteurs les moins concentrés.

L'ensemble des thèmes mis en avant au niveau économique par la CFDT repose sur une logique proprement politique ; celle-ci a pour horizon la constitution d'une alliance inter-classiste intégrant la fraction moderniste du patronat. Les négociations sur la flexibilité marquent bien les limites de ce projet qui est assez vite venu se briser sur ses incohérences internes.

---

31. Documents sur les objectifs de transformation. Conseil national d'avril 1974 in « Positions et orientations de la CFDT », brochure, 1978.

32. J.-P. Huiban, op. cit.

Le fiasco des thèses confédérales

LE bilan synthétique de la confrontation des thèses économiques de la CFDT sera articulé autour de cinq propositions essentielles (1).

1. *Les « nouvelles solidarités » ont fait long feu : l'austérité salariale n'est pas compensée par un réaménagement durable de la hiérarchie des revenus et s'accompagne au contraire d'une dégradation considérable des conditions d'indemnisation du chômage.*

Le discours martelé durant des mois sur la possibilité de combiner maintien du pouvoir d'achat et revalorisation des bas salaires s'est tu : les « nouvelles solidarités » qui ont constitué l'axe stratégique du dernier congrès confédéral ont disparu. C'est que le bilan est pauvre : « Le SMIC voit sa valeur augmenter en francs constants, trop lentement il est vrai (...) Les bas salaires ont également vu leur pouvoir d'achat légèrement progresser de 0,5 % à 2,8 % pour les ouvriers selon les qualifications, pour la période 1982-1983 selon le CERC et l'INSEE, mais il risque de baisser en 1984 (2). »

Du côté du chômage, le recul est encore plus net. En 1983, « les prestations chômage diminuent en valeur réelle de 17 % (- 1 % de bénéficiaires et - 8 % par bénéficiaire) (3).» C'est justement pour ces catégories les plus touchées par le décret de 1982 « et les bas salaires que le protocole du 10 janvier 1984 apporte la réduction d'indemnisation la plus sensible. De plus, on aboutit à une augmentation des inégalités, puisque l'indemnisation des hauts salaires, sur une demande de la CGC, est acceptée par le CNPF (4) ». La CFDT n'a pas, pour toutes ces raisons, signé la convention UNEDIC où « un taux d'indemnisation plus faible » compensée à ses yeux par « un nombre plus grand d'allocataires ». Ces piètres résultats « représentent le maximum de ce qui pouvait être obtenu de l'Etat » (5). Mais les chômeurs peuvent-ils s'en satisfaire ?

2. *Les profits des entreprises ont été spectaculairement rétablis mais ils n'ont pas été consacrés principalement à investir, et encore moins à créer des emplois.*

« Depuis deux ans, le déplacement des revenus au profit des entreprises est spectaculaire (...) Il ne servirait désormais à rien de continuer à comprimer les revenus salariaux pour augmenter encore des profits qui ne s'investissent pas. Des profits aisément engrangés, sans effort ni d'investissement ni de gestion, par simple compression salariale et licenciement d'effectifs jugés surnuméraires, sans perspectives de marchés internes, sont appelés à disparaître en dépenses somptuaires ou à passer à l'étranger (6). »

Cette analyse contraste étrangement avec les commentaires que faisait Jacquier de cette même évolution : « Le redressement des entreprises françaises est de l'intérêt de tous (...) Il faut maintenant que les patrons agissent, ne se contentent pas de placer leurs bénéfices et donc qu'ils investissent, qu'ils modernisent intelligemment (7). » On a vu que le patronat français, un peu bête, raisonnait autrement et qu'entre autres choses, il préférait se désendetter et assainir sa situation financière. Mais qu'à cela ne tienne ! « Il ne faut pas attendre que les patrons se décident, mais les y pousser (...) les interpeller et les pousser à entreprendre (...) *Défendre les travailleurs... c'est s'occuper de leur entreprise* (8). »

On croit rêver et on renoncera à commenter ces prises de position. Mais ce qu'elles dissimulent mal, c'est que *ce rétablissement des profits qui ne s'accompagne ni d'investissements ni d'emplois, invalide rétrospectivement la proposition de fonds salariaux pour l'emploi longtemps mise en avant et avec insistance par la confédération.*

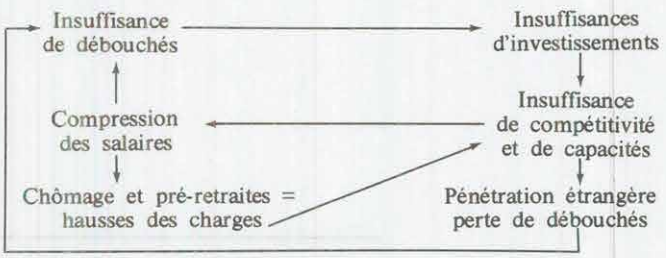
Le texte du bureau national avance sur ce point une autocritique à peine voilée. La mise en place des fonds salariaux « avait pour objet de permettre un déplacement du revenu consommé au revenu investi sous des formes permettant aux salariés et à leurs représentants d'avoir une maîtrise des principales orientations : *nous devons réfléchir de nouveau* aux modalités pratiques de mise en œuvre efficace de cet instrument pour l'investissement et l'emploi (9). »

Il fallait réfléchir avant ! Car le déplacement a eu lieu, sans que le patronat ait plus investi, sans parler évidemment de créations d'emplois ! Et que se passe-t-il ? Il en demande toujours plus, par exemple en matière de facilités de licenciements.

Et, pendant des mois, la direction CFDT a désarmé les travailleurs en leur faisant croire que la modération de leurs revendications pouvait s'échanger contre des créations d'emplois. Aujourd'hui où ils s'aperçoivent qu'ils n'ont ni le pouvoir d'achat ni des emplois, ils constatent qu'ils ont été grugés et qu'ils ont eu tort de faire confiance à ceux qui leur montraient l'impasse en leur disant « par ici la sortie (de crise) ».

3. *Le refus du protectionnisme impliquait l'acceptation de l'austérité comme seul moyen de gérer la contrainte extérieure. Mais celle-ci ne saurait être réellement desserrée si le marché intérieur se rétrécit.*

Cette contradiction est tout à fait bien illustrée par un schéma figurant dans le document du bureau national, qui présente les deux cercles vicieux de l'austérité (10).



Les experts économiques retrouvent la contradiction fondamentale du capitalisme, celle qui oppose

profits et débouchés et qui est à la racine de la situation économique actuelle.

C'est le premier cercle vicieux : les profits sont restaurés, mais c'est au prix d'un rétrécissement des débouchés intérieurs, ce qui décourage l'investissement en direction de ce marché. Or, *il n'y a pas d'autre moyen de desserrer la contrainte extérieure qu'un investissement industriel accru* qui permet en effet de « renouveler et moderniser les équipements aujourd'hui anciens, parer à un nouvel effondrement de certains secteurs, préparer le développement d'autres » (11).

Autrement dit, *les moyens de rétablir l'équilibre du commerce extérieur à court terme sont contradictoires avec l'objectif d'amélioration structurelle de la spécialisation internationale de la France.*

Et *le refus de principe du protectionnisme affiché par la confédération interdit toute possibilité de résoudre cette contradiction.*

C'est ici un des postulats fondamentaux des tenants du réalisme et de la rigueur qui est ainsi remis en cause : la rigueur n'est pas une parenthèse douloureuse mais transitoire, elle enclenche une logique cumulative : « Dans la logique choisie par le gouvernement, la politique d'austérité actuellement menée ne doit pas et ne peut plus être présentée comme un moment difficile à passer qui serait la condition nécessaire pour mettre en place les conditions d'un redémarrage ultérieur. « La logique d'une telle politique est au contraire de s'approfondir ; dans les années à venir, il faudra encore plus d'austérité (...) pour rétablir l'équilibre du commerce extérieur en contenant la demande intérieure et en pariant sur une reprise durable à l'étranger (12). »

4. *Le refus de la voie légale et la préférence pour des procédures de négociations décentralisées n'ont pas donné les résultats escomptés. A la fin de 1985, on n'aura pas les 35 heures qui étaient l'objectif confédéral : la durée moyenne du travail sera à peine inférieure à la durée légale de 39 heures hebdomadaires.*

On se rappelle comment la CFDT se faisait fort d'obtenir plus et mieux que par la loi en matière de réduction de la durée du travail. La réalité lui a apporté un démenti cinglant : la durée légale de 39 heures fonctionne comme un butoir qui sert au patronat à bloquer le processus. La durée du travail ne baisse presque plus depuis plusieurs mois. Ce blocage conduit alors logiquement la confédération à élargir les ouvertures au CNPF en déclarant qu'elle « n'exclut aucune forme de réduction de la durée du travail » (13).

5. *La baudruche des nouvelles compétitivités s'est dégonflée : la flexibilité syndicale est venue se briser sur la rigidité patronale.*

L'idée d'un nouveau contrat social où les travailleurs échangeraient compétitivité contre rapports sociaux a fait long feu, et le texte du bureau national en tire implicitement le bilan : « Certes des rigidités salariales excessives peuvent empêcher une bonne adaptation des entreprises et par là s'avérer défavorables à l'emploi. Mais à l'inverse des facilités excessives au profit des seuls chefs d'entreprise ne vont pas sans effets pervers. Il y a d'abord le risque d'une diminution pure et simple, sans embauches ultérieures, du nombre des emplois. Il y a aussi l'incitation à la paresse (sic), à une gestion laxiste et irresponsable réduisant motivation et capacité d'adaptation de l'entreprise. L'omnipotence patronale, les pesanteurs hiérarchiques, le droit unilatéral au profit de la Direction, l'utilisation arbitraire du personnel sont-ils des garanties de bonne gestion et d'adaptabilité ? Il y a enfin le danger d'utiliser une main-d'œuvre docile, mal payée, mal formée et de favoriser les choix et spécialisations industriels correspondants (14). »

Mais où sont donc passées les envolées lyriques sur la liberté d'entreprendre, sur les nouveaux rapports sociaux comme levier d'une compétitivité sociale, sur l'apport historique des lois Auroux ? Bien loin de la dure réalité.

Enfin, dans le même ordre d'idées, le graphique ci-dessus fait apparaître un second cercle vicieux : la compétitivité passe par les licenciements, mais il ne faut pas que le patronat retrouve sous forme de cotisations sociales ce qu'il économise sous forme de salaires. Comme le dit joliment le texte du bureau national en une phrase qui est une très belle perle réformiste : « La hausse des cotisations sociales est un transfert du salaire direct au salaire indirect qui ne peut être payé deux fois (15). »

Là encore joue donc la logique infernale de l'austérité : ce dont le patronat a besoin, c'est d'une baisse de l'ensemble des salaires, qu'ils soient payés directement ou indirectement sous forme d'allocations de chômage ou de pré-retraites. On ne biaise pas avec cette logique.

Une conclusion très simple, s'impose : les analyses économico-idéologiques de la direction CFDT ont, dans tous les domaines, fourvoyé les travailleurs dans des impasses. La leçon doit être tirée, et cette direction changée.

Maxime Durand
le 19 janvier 1985

• *Dans notre prochain numéro : un article sur le congrès confédéral de la CFDT, qui se tiendra en juin 1985.*

---

1. Chaque fois que cela était possible, on a utilisé des documents émanant de la confédération ou de structures syndicales. Et notamment : « La politique économique en questions », document du bureau national présenté au cours d'une conférence de presse en novembre 1984 ; « Spécial congrès Bordeaux », 1985 ; « Syndicalisme-hebdo », numéro spécial, décembre 1984.

2. « Spécial congrès Bordeaux », 1985.

3. Syndicats CGT et CFDT de l'INSEE, syndicats CGT et CFDT Administration centrale des finances et sections CGT et CFDT Direction de la prévision. « Nos commentaires sur les comptes de la Nation », 1983. Document du 28 juin 1984.

4. « Spécial congrès Bordeaux », 1985.

5. Ibid.

6. « La politique économique en questions », op. cit.

7. J.-P. Jacquier, « Entreprises : ça va mieux, mais... », « Syndicalisme-hebdo », 5 juillet 1984.

8. J.-P. Jacquier, op. cit.

9. « La politique économique en questions », op. cit.

10. Ibid.

11. Ibid.

12. « Nos commentaires sur les comptes de la Nation », 1983. Document du 28 juin 1984.

13. « Spécial congrès Bordeaux », 1985.

14. « La politique économique en questions », op. cit.

15. Ibid.

Fossoyeurs du socialisme

Interview de Jean-Pierre Garnier

ANCIEN collaborateur de la revue *Enjeu*, Jean-Pierre Garnier a répondu volontiers à nos questions sur la situation politique française, le bilan de la gauche au pouvoir, les perspectives pour ceux qui ne désespèrent pas d'une issue socialiste. Sociologue urbaniste, Jean-Pierre Garnier est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'aménagement urbain.

♦ *Quatre ans après le 10 mai 1982, quel bilan fais-tu de la situation politique et de la trajectoire suivie par la gauche au pouvoir ? Comment en est-on, selon toi, arrivé là ?*

Il faut revenir au point de départ... qui est aussi un point d'aboutissement : la victoire électorale de la gauche le 10 mai. Beaucoup avaient cru voir dans l'arrivée au pouvoir d'une coalition de gauche, incluant le PCF et sur la base d'un prétendu programme de rupture progressive avec le capitalisme, l'amorce d'un processus de transformation radicale des rapports sociaux. Une politique gouvernementale audacieuse, à l'intérieur comme à l'extérieur, se serait appuyée, tout en la favorisant, sur une mobilisation massive des travailleurs. Bref, la majorité des idéologues et des politiciens de la gauche ont vu ou fait semblant de voir dans le 10 mai un événement fondateur.

Or, à mon avis, il ne faisait que parachever la normalisation du mouvement ouvrier et de tous les mouvements sociaux nés au cours de l'après-68. La reconstruction du PS et l'aggiornamento du PCF dans un sens de plus en plus réformiste ont permis d'institutionnaliser la contestation du système capitaliste, de canaliser les aspirations au changement dans des voies légalistes, de démobiliser tous ceux qui pensaient que seule l'initiative à la base garantissait un véritable bouleversement du mode de production et donc du mode de vie... Aussi « l'alternance » a-t-elle débuté dans la plus grande tranquillité, les travailleurs s'en remettant à leurs représentants au gouvernement au lieu de pousser au cul en prenant les devant, c'est-à-dire en prenant l'offensive contre la bourgeoisie.

Passée l'euphorie des premiers jours, l'enthousiasme des électeurs se révéla n'être qu'un gigantesque « ouf » de soulagement. Une foule de gens n'avaient pas cru à la victoire. Souvenons-nous de l'opération Coluche montée par des intellectuels complètement déboussolés par l'absence de perspective politique. Le slogan de Mitterrand-Seguela « la force tranquille » était à lui seul tout un programme : pas de vagues, pas de débordements. Bref, la force qui fait se tenir tranquilles ceux qui imaginaient naïvement qu'une gauche raisonnable, responsable et respectable allait s'attacher à réellement « changer la vie » de la majorité.

♦ *Tu présentes le 10 mai comme le parachèvement de la récupération et de la neutralisation du mouvement social par les organisations réformistes. Mais le 10 mai traduisait aussi un rapport de forces sociales que certains ont désigné comme l'adéquation entre la majorité sociologique et la majorité politique.*

Remarquons tout d'abord qu'une légère majorité électorale, de l'ordre de 52 %, n'a rien à voir avec un raz-de-marée. C'est le jeu institutionnel de la V[e] République qui l'a traduite au plan parlementaire en majorité énorme, hors de proportion avec les pourcentages des votes. A cela, il faut ajouter qu'une part non négligeable de l'électorat de droite n'a pas voté Giscard, et le glissement temporaire vers la gauche d'une partie des cadres, ingénieurs et même des bourgeois éclairés, du type de ceux qui conseillent Mitterrand, qui ont discerné dans le PS un meilleur gestionnaire, plus adapté et plus ouvert aux nouvelles aspirations que l'ancienne équipe giscardienne, complètement discréditée au plan de l'efficacité et de la moralité.

Ce que fut réellement le 10 mai

Ce basculement électoral de 1981 n'avait donc rien d'une divine surprise. Il

s'en était d'ailleurs fallu d'un cheveu pour qu'il intervienne dès l'élection de 1974. La sur-représentation socialiste ne doit pas faire illusion. Et cela vaut pour hier comme pour aujourd'hui : la majorité est maintenant moins minoritaire dans le pays qu'on ne le dit, et elle était au lendemain du 10 mai moins majoritaire qu'elle ne le prétendait.

Pour ce qui est de la trajectoire, on peut en résumer le cours en affirmant que le « socialisme à la française », dont les idéologues du PS annonçaient qu'il ne serait ni de type soviétique ni de type social-démocrate, a effectivement fini par emprunter une troisième voie : le « social-modernisme », c'est-à-dire la modernisation du capitalisme français, au plan économique, bien sûr, en accélérant la restructuration de l'appareil industriel, en comprimant les salaires pour restaurer les profits et relancer l'accumulation, en « dégraissant » l'économie pour mieux la « muscler», etc. Modernisation également au plan institutionnel avec la décentralisation de l'Etat qui consiste à déléguer aux collectivités locales la gestion des retombées de la politique de modernisation pour ne réserver à l'Etat central que les tâches d'ordre stratégique, division du travail appliquée depuis longtemps dans les pays capitalistes les plus avancés et notamment les Etats organisés sur le mode fédéraliste (RFA, Etats-Unis, Suisse, etc.). Bref, comme dirait Jacques Delors, « administrer moins pour gouverner mieux ».

Modernisation aussi des conditions de la collaboration de classes avec les lois Auroux, octroyées d'en haut et non conquises par la base. Sous couvert de favoriser l'intervention des travailleurs dans la marche des entreprises, il s'agissait d'impliquer davantage les bureaucraties syndicales dans la cogestion de l'exploitation et d'en faire des forces de contestation « stérile ».

Modernisation idéologique, enfin, avec la liquidation de tous les acquis de la pensée de gauche : anticapitalisme, anti-impérialisme, antimilitarisme... au nom de la « modernité » ou de la lutte contre le « péril totalitaire » identifié au communisme.

Ce qui a donc changé en quatre années de gouvernement, ce n'est pas l'horizon de son action, mais la voie suivie. Au lendemain du 10 mai, la coalition au pouvoir — mitterrandistes, CERES et PCF — comptait mettre en œuvre une sorte de capitalisme d'Etat à la française : développement industriel porté par le secteur nationalisé élargi, politique volontariste impulsée par l'Etat, planification... La relance escomptée diminuerait le nombre des chômeurs et accroîtrait le pouvoir d'achat.

Le « hic » est qu'une accumulation un peu plus « autocentrée » impliquait, sinon une rupture, du moins une prise de distance avec les « contraintes » du marché mondial, une moindre solidarité atlantiste, une révision complète des relations avec les pays du « tiers monde ». Face au chantage et aux mesures de rétorsion en tous genres de la part des gouvernements des autres pays du « monde libre », qu'une telle volonté d'indépendance n'eut pas manqué de provoquer, le seul recours pour un gouvernement progressiste eut été l'appel à la mobilisation populaire aussi bien contre la domination impérialiste que contre la réaction intérieure qui l'aurait relayée en France.

Or, outre qu'un tel mouvement de masse, même instrumentalisé, pouvait transgresser les limites légalistes dont le respect avait été la condition *sine qua non* de l'accession pacifique de la gauche française au pouvoir, il n'entrait pas dans les vues de l'élite dirigeante du Parti socialiste de rompre la solidarité avec l'Occident capitaliste, même si le PCF et le CERES pouvaient croire — ou plutôt faire croire — le contraire pour s'assurer le soutien des couches populaires. Sans parler de renversements d'alliance, hors de question, il n'existait même pas dans l'esprit de Mitterrand et de ses « experts » une sorte de perspective gaullienne de dégagement, sinon de neutralisme, vis-à-vis des deux blocs. L'intervention de Mitterrand à propos des euromissiles, la création d'une « force d'action rapide » destinée à intervenir en première ligne aux côtés des troupes de l'OTAN ou la définition explicite de l'URSS comme ennemi potentiel en cas de conflit dans la loi de finances du budget du ministère des Armées en 1983 montrent bien que les socialistes français ont choisi leur camp.

♦ *S'agit-il d'erreurs, ou cette dérive droitière que tu décris n'était-elle pas prévisible ?*

Ceux qui jugent que la dérive actuelle et le ralliement de plus en plus ouvert de la gauche française à l'ordre établi sont dus à la cécité intellectuelle, ou au manque de courage voire d'audace, se livrent à des analyses à caractère psychologiste. Il faut en revenir à l'essentiel que l'antimarxisme ambiant a fini par totalement occulter : la nature de classe de l'Etat, qui n'a pas changé, et le caractère de classe du pouvoir politique issu du 10 mai. Il est incarné par les représentants directs d'une fraction de classe dont on ne parle guère. Il est vrai que ceux qui pourraient en parler en font partie et n'ont aucun intérêt à faire la lumière sur le rôle de cette classe dans la conjoncture politique française en cette fin de siècle. Il s'agit de la petite bourgeoisie intellectuelle. Nouvelle couche médiane et médiatrice à la fois, sa place dans la division capitaliste du travail entre fonctions de direction et fonctions d'exécution la prépose à des fonctions intermédiaires de médiation : organisation, conception, encadrement, contrôle, inculcation...

Dans certains pays développés, l'absence ou la défaillance des bourgeoisies locales a pu permettre à l'intelligentsia radicalisée de s'appuyer sur des mouvements populaires pour évincer des couches dirigeantes faibles, corrompues et incapables de se comporter en véritables « bourgeoisies nationales ». En d'autres termes, les élites de la petite bourgeoisie intellectuelle de ces pays ont pu, *via* l'étatisation et la planification, se substituer à la bourgeoisie pour mettre en œuvre l'accumulation du capital sur une base nationale. Or, un tel avenir historique est interdit à leurs homologues dans les pays du capitalisme avancé.

Certes, les leaders et théoriciens du PS et du PCF ont pu ambitionner de jouer, à la faveur d'un ample mouvement populaire, le rôle d'une bourgeoisie vraiment nationale, et de remettre en cause la dépendance de la France à l'égard du capitalisme transnational. Une phrase de Didier Motchane résume bien cette problématique qui inspire aussi toute l'orientation idéologique d'un journal comme *le Monde diplomatique* : « Nous n'avons pas en France de véritable classe dirigeante. » Sous-entendu : c'est à nous de l'aider à faire son métier et, au besoin, de le faire à sa place. Quel métier ? Accumuler et non se contenter de « profiter » de façon improductive et parasitaire en privilégiant la spéculation financière aux dépens des investissements industriels. Bref, aux yeux des néo-petits-bourgeois modernistes, notre bourgeoisie serait trop profiteuse et pas assez exploiteuse !

Le « hic » est que la bourgeoisie française des années quatre-vingts n'est ni la lumpen-bourgeoisie cubaine ou vietnamienne des années cinquante ni la noblesse tsariste décadente de la Russie du début du siècle. Elle est solidement implantée au pouvoir depuis l'avènement sanglant de la II[e] République, et ses fractions les plus dynamiques sont parfaitement intégrées au capitalisme mondial. En d'autres termes, elle n'est nullement décidée à laisser la place. En revanche, ses secteurs les plus éclairés sont parfaitement conscients de la nécessité de renouveler l'alliance de classes qui garantit l'hégémonie de la bourgeoisie.

Il s'agit de mettre en place le partage des tâches qui garantit la domination dans les pays capitalistes « modernes » : tandis que la fraction française du capitalisme multinational vaquera à son occupation habituelle, l'exploitation, la petite bourgeoisie bureaucratique assurera la reproduction des conditions de l'exploitation au sein de l'appareil d'Etat dont les hautes sphères seront dorénavant ouvertes aux représentants les plus brillants des nouvelles couches intellectuelles grâce à « l'élitisme républicain ». Quand ces derniers abandonnent peu à peu toute référence au socialisme pour exalter « la République moderne », ils ne font qu'adapter enfin leur discours à leurs pratiques en prenant acte du contrat tacite qui les lie désormais à la classe dominante : œuvrer sous le signe du « rassemblement » et de la « modernisation » à la régénérescence du capitalisme français. Parmi ces nouveaux associés à l'entreprise « France », « partenaires sociaux » s'il en est de la bourgeoisie nationale ou étrangère, je range aussi bien les énarques « de gauche » que le mandarinat universitaire « progressiste », ou les hiérarques syndicaux chargés

de transformer leurs organisations en courroies de transmission.

♦ *Tu introduis là un débat qu'il faudra reprendre ultérieurement. Mais comment expliques-tu qu'il n'y ait pas eu plus de réactions du mouvement ouvrier et d'autres composantes du « peuple de gauche » depuis quatre ans ?*

Plusieurs facteurs expliquent cette inertie. D'abord, les travailleurs ont vraiment cru au début que le gouvernement allait répondre à leurs aspirations. D'autant que certaines mesures spectaculaires semblaient concrétiser les espoirs dont il était porteur : relèvement du SMIC, cinquième semaine de congés payés, nationalisations, lois Auroux... *Idem* parmi les couches néo-petites-bourgeoises : abolition de la peine de mort, suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, envolées tiers-mondistes de Claude Cheysson, Jean-Pierre Cot ou Jack Lang, mesures pour égaliser les conditions de travail entre femmes et hommes, décentralisation, encouragement aux créateurs et artistes issus de la génération de Mai 68, etc.

La passivité ouvrière et ses raisons

Peu importe que beaucoup de ces actions aient été relativement peu coûteuses et que la plupart participaient, comme je l'ai rappelé, d'une entreprise de modernisation des rapports sociaux capitalistes au plan économique ou culturel. A une époque où le gouvernement des sociétés repose de plus en plus sur la gestion de l'opinion par des politiques de « communication », ce qui importe, c'est moins ce que la gauche au pouvoir a fait, que la manière dont elle l'a fait savoir. Le matraquage propagandistique à propos de la « rigueur », de la « modernité » ou de l'indispensable prise en compte de la « réalité », est en train de priver peu à peu les couches populaires de toute leur « mémoire », des références historiques qui leur permettaient d'échapper à l'emprise idéologique des classes dominantes. Réhabilitation du profit, du marché, de l'entreprise, de la compétition... Justification des expéditions néo-coloniales, des entorses au droit d'asile, de la répression et de la criminalisation des formes extra-parlementaires d'opposition, reprise de la thématique sécuritaire, concessions démagogiques à propos du « contrôle de l'immigration »...

Certes, ce n'est pas la première fois que la gauche au pouvoir renie ses engagements. Rappelons-nous l'époque du « Front républicain » sous la IV^e^ à laquelle par bien des points on semble revenir depuis peu. Mais ce qui est nouveau sinon intéressant, c'est qu'il n'y a plus de force suffisamment importante à gauche de la pseudo-gauche pour lui faire contrepoids. Il faudra bien parler sérieusement un jour d'une question qui me paraît essentielle à ce propos : le passage massif des intellectuels français à des positions conservatrices, qu'elles s'affichent ouvertement comme telles — voire la « nouvelle droite » ou le « néo-libéralisme » — ou qu'elles se revêtent des oripeaux du catholicisme social, voire des divers déguisements philosophiques ressortis du placard universitaire que l'on avait cru définitivement refermé en 1968.

Cette démission politique de l'intellitgensia française et la régression théorique que traduisent les innombrables « retour à » participent d'un mouvement spécifiquement français dont il n'y a pas de quoi se vanter, mais qu'il conviendrait d'analyser.

Pour en revenir à la faiblesse de la riposte des travailleurs à une politique qui les voue au chômage et réduit leur niveau de vie, il faut donc tenir compte en premier lieu du fait qu'ils sont désarçonnés de voir les organisations qui les représentaient promouvoir une politique qu'elles avaient combattue, au nom de l'inéluctabilité des « mutations » imposées par la « crise ». Plus que la révolte, c'est la résignation et l'abattement qui prédominent. D'autant que le PCF a longtemps cautionné ce virage à droite lorsque ses ministres faisaient tout pour que « la force tranquille » mérite son appellation. Que veux-tu que fassent les travailleurs quand ils voient ou entendent à longueur de temps le gouvernement censé les représenter ressasser qu'il s'était trompé, que la gauche doit abandonner ses illusions, que le socialisme est une duperie ou une utopie, qu'il n'y a pas d'alternative ni d'autre perspective que la « modernisation » poursuivie actuellement...

Mais il existe un autre élément explicatif de la passivité des travailleurs, plus structurel : la décomposition/recomposition qui affecte le prolétariat au plan sociologique sous l'effet de la restructuration capitaliste. Avec le déclin de certaines branches, l'apparition ou la transformation de certaines autres, les fractionnements, les déqualifiations ou requalifications qui en résultent pour les salariés, la disparition ou l'effritement de pans entiers de la classe ouvrière, le renouvellement des formes de prolétarisation aussi bien dans le « secondaire » que dans le « tertiaire », tous ces processus mettent à mal les vieilles solidarités, brisent la cohésion acquise dans les luttes du passé, affaiblissent l'autonomie de classe et la capacité d'organisation.

Si révolte il y a contre les conditions de vie, et de plus en plus de survie, imposées aux couches populaires, surtout parmi la jeunesse, il prend une forme souvent individualiste et apolitique. Un refus collectif et conscient de la réorganisation de l'exploitation capitaliste à laquelle l'actuel gouvernement met la main supposerait que la classe ouvrière ait conservé son identité, son unité et sa puissance, alors que les « mutations » actuelles l'atomisent et la divisent, et que les organisations qui devraient l'aider à résister et à riposter ne font elles-mêmes que contribuer, par complaisance ou par incompétence, à accélérer la mise à l'écart du prolétariat comme acteur historique du changement. Il est vrai que l'on n'a pas besoin de lui, dès lors qu'il ne s'agit plus de changer de société mais d'aider celle-ci à changer pour perdurer.

♦ *Tu as collaboré plusieurs années aux publications du CERES, sans être membre du PS. Tu as mis récemment fin à cette collaboration. Pourquoi ?*

Bien que ne nourrissant aucune illusion sur le « projet » socialiste que le CERES mettait en avant pour donner plus de dynamisme à sa marche au pouvoir, j'ai tout de même joué les compagnons de route avec eux dès 1979. Pourquoi ? Par « réalisme », pour user d'un terme à la mode. Conscient de l'affaiblissement du mouvement anticapitaliste de masse tout au long des années 1973-1978, j'ai essayé de travailler avec des gens qui, pour des raisons tactiques, laissent encore un champ d'expression à des analyses marxistes et anticapitalistes de l'évolution de la société française. La vague néo-conservatrice à laquelle je faisais allusion a complètement recouvert les lieux où l'on pouvait afficher des positions en rupture avec l'ordre établi autrement que sous la forme académique ou mondaine. Face aux rocardiens qui prêchaient ouvertement le ralliement aux « valeurs » occidentales et l'abandon de l'héritage intellectuel qui fondait la spécificité de la gauche française, j'ai préféré m'allier temporairement aux tenants d'un capitalisme d'Etat dont je savais la réalisation impossible en France vu le contexte international, mais qui obligeait ses adeptes à conserver les acquis théoriques du mouvement ouvrier, même déformés par les élucubrations des porte-parole du socialisme réellement inexistant.

Pendant toute cette période, je n'ai pas été censuré : mes déviations « gauchistes » et « basistes » étaient mises au service de la lutte prioritaire contre la « gauche américaine », elles prouvaient le « pluralisme » du CERES et étaient noyées dans la masse des articles « responsables ».

Avec le retour de Chevènement aux responsabilités ministérielles lors de l'été 1984, plus question de rigoler. Le CERES avait joué la radicalisation à gauche contre Delors pour gêner les mitterrandistes et négocier la rentrée gouvernementale de Chevènement et de ses amis. Cet objectif atteint, il n'était plus question d'attaquer la gauche au pouvoir. Or, celle-ci, avec l'extradition des Basques, les interventions militaires en Afrique et l'appui aux régimes fantoches qui y aggravent la misère, la faim et la répression, les credo incessants à la gloire des « battants », « innovants » et autres « performants » qui œuvrent au « redressement » du capitalisme français, pour ne rien dire du retour de « l'éducation nationale » à « l'intruction publique », c'est-à-dire à une conception réactionnaire, autoritaire, productiviste et élitiste de l'enseignement,

qui raye d'un trait de plume tout ce qui avait été conquis pratiquement et intellectuellement dix ans auparavant contre ce qu'on appelait « l'école du capital », tout cela donc rendait de plus en plus absurde une collaboration qui, pour se prolonger, aurait dû accepter de s'autocensurer.

♦ *Tu as déclaré par ailleurs qu'il fallait débarrasser la gauche d'un certain type de socialistes. Comment vois-tu apparaître une alternative politique ?*

J'ai formulé autrement mon vœu en écrivant que si certains, tels Alain Touraine, théologue bien connu de la deuxième gauche, se félicitaient de ce que Mitterrand ait su débarrasser la gauche du socialisme, il fallait, pour ceux qui restaient fidèles au socialisme, essayer de se débarrasser de cette gauche-là. Il se trouve qu'elle ressemble de plus en plus à celles qui gouvernent en « alternance » depuis des lustres dans les pays du capitalisme avancé. Et, mis à part l'Allemagne de l'Ouest, avec l'essor d'un puissant mouvement « alternatif » et le « regauchissement » (relatif) du SPD, il faut bien reconnaître que la compromission de la gauche européenne dans la cogestion du capitalisme n'a pas jusqu'ici suscité sur sa gauche une opposition populaire massive et organisée. Les jeunes polétaires anglais désœuvrés, par exemple, préfèrent manifester leur dégoût du monde où ils végètent en se saoulant à la bière et au rock plutôt qu'en se solidarisant avec les mineurs en grève.

Convergences pour un renouveau

Pour la France, qui se distingue de la plupart des nations voisines par la tradition anticapitaliste qui inspirait une bonne partie de la gauche, la question est de savoir si, malgré les efforts de l'actuel pouvoir « socialiste » pour liquider cette tradition et aligner ainsi la gauche française sur ses homologues étrangères, on parviendra à réactiver la lutte contre l'ordre établi sur des bases nouvelles permettant de faire converger un ensemble de mouvements sociaux diversifiés (politiques, syndicaux, associatifs, féministes, écologistes...) en un vaste mouvement d'ensemble. L'extrême gauche, qui dispose des seules forces organisées, fussent-elles minoritaires pour le moment, peut contribuer, si elle en a la volonté, à articuler la tradition anticapitaliste de la gauche française aux revendications des nouvelles générations venues à la politique d'une autre manière et pour d'autres raisons que les militants révolutionnaires de la « vieille garde » soixante-huitarde. Ce rôle unificateur et catalyseur implique bien sûr que l'extrême gauche se débarrasse, elle aussi, des grilles de compréhension et du langage, voire des modes d'action périmés qui l'empêchent d'être en phase avec et en prise sur l'évolution des mentalités et des comportements engendrée par les transformations récentes et à venir des modalités de la domination capitaliste.

Sans pour autant vouloir faire écho à André Gorz qui disait « adieu au prolétariat », il faut s'interroger sur la façon dont les exploités peuvent aujourd'hui redevenir un sujet collectif susceptible d'intervenir de façon autonome sur la scène historique, sans voir une fois de plus leur initiative détournée et mise à profit par les « travailleurs intellectuels », c'est-à-dire les néo-petits-bourgeois frustrés pour qui le « socialisme » invoqué n'est qu'un moyen de réaliser leur aspiration à supplanter la bourgeoisie ou à coopérer avec elle.

Il ne s'agit pas de faire une croix sur la nouvelle petite bourgeoisie comme actrice éventuelle d'un bouleversement révolutionnaire. Si ses élites ont pu, grâce au 10 mai, accéder au rang des gouvernants à part entière, ses couches inférieures, dont la situation s'apparente de plus en plus à celle des prolétaires du « tertiaire », s'aperçoivent qu'elles ont été roulées. Beaucoup ont choisi de se désengager pour se replier sur la sphère du « privé » : changer « sa » vie — ou l'idée que l'on s'en fait ! —, plutôt que de chercher à changer la vie. Mais, passée une première phase de désarroi et d'écœurement, cela peut aussi enclencher un réveil et une remobilisation, comme en témoignent les remous observés dernièrement au sein de la CFDT, dans ce qui subsiste du PSU, voire à la base du PS. Reste à savoir s'il s'agit des derniers sursauts d'une gauche française à l'agonie et promise à une vocation gestionnaire, ou de symptômes annonciateurs d'un renouveau.

S'il y a des raisons d'espérer, il ne faut cependant pas se dissimuler la gravité de la situation. Pour la première fois depuis la fin de la dernière guerre, une majorité de Français se déclarent de droite et contents, sinon fiers, d'être classés comme tels. Le « phénomène Le Pen » n'est que la face émergée de l'iceberg idéologique : le basculement de la société française dans une vision du monde conservatrice. L'Occupation a montré comment le « pays de la Révolution » pouvait être aussi à l'avant-garde de la réaction. Il est à cet égard significatif qu'à l'approche de 1989, les gouvernants « socialistes » ne se réfèrent à la Révolution que sur le mode de la rétrospective et de la commémoration. Fossoyeurs du socialisme — quelle que soit l'incertitude pesant sur sa définition —, ils cherchent à puiser une légitimité « républicaine » dans une révolution que d'autres ont faite, faute d'être eux-mêmes les artisans d'une rupture aussi fondamentale, deux siècles plus tard.

Il est à craindre qu'il en aille de 1789 comme de 1917 : en célébrant l'anniversaire d'un événement qui ébranla le vieux monde, les usurpateurs qui s'en réclament s'arrangent toujours pour faire oublier qu'ils sont aussi là pour qu'un tel événement ne puisse plus se reproduire. En l'absence d'une poussée populaire de grande ampleur, le bicentenaire de la Révolution française risque fort d'être également le prétexte à un enterrement définitif de l'idée même d'une possible révolution socialiste.

● *Les intertitres sont de la rédaction.*

La 4e Internationale a réuni son XIIe Congrès mondial

Entretien avec Daniel Bensaïd

NOUS avons demandé à notre camarade Daniel Bensaïd de présenter et de commenter pour les lecteurs de « Critique communiste » les débats et les conclusions essentiels du XIIe Congrès mondial de la IVe Internationale. Ce congrès s'est tenu au mois de janvier dernier, et a rassemblé deux cents délégués, délégués fraternels, observateurs et invités. « Inprecor », revue du secrétariat unifié de la IVe Internationale, et « Rouge » ont de leur côté informé de l'ordre du jour du congrès et des déclarations qui y furent adoptées. Nous renvoyons donc nos lecteurs à ces deux publications, et à l'édition ultérieure des résolutions adoptées.

• *Un congrès mondial a d'abord pour objectif de déterminer les grandes caractéristiques de la situation internationale, présente et à venir. Or celle-ci est aujourd'hui dominée, dans toutes les parties du monde, par la crise.*

La résolution mondiale adoptée au congrès caractérise la crise, dans ses mécanismes profonds, comme la plus grave qu'ait connu le capitalisme à l'échelle internationale. C'est important pour mesurer et mettre en perspective la situation dans les pays capitalistes développés, pour combattre l'idée qu'il puisse y avoir une issue à la crise par une nouvelle vague d'innovations technologiques ou sur la seule base de défaites limitées de la classe ouvrière. Quels que soient les délais, les rythmes ou les difficultés, cette crise va aller en s'approfondissant.

La crise propre aux pays de l'Est ne découle pas mécaniquement de celle de l'impérialisme, même si elle peut être indirectement nourrie par certains de ses effets. Des signes d'épuisement des mécanismes mis en place avec la fondation de ces Etats se manifestent, aux conséquences politiques tout à fait considérables.

Rien n'est encore joué

• *Au moment où les effets de cette crise commencent à peser, on n'assiste pas, dans nos pays ouest-européens, à une contestation plus ou moins généralisée d'un système capitaliste manifestement en faillite. Le climat dans la classe ouvrière n'est pas à la confiance en elle-même. La situation sociale française est éloquente à cet égard. Dans le même temps, la révolution sandiniste victorieuse au Nicaragua paraît bien isolée, menacée par un impérialisme nord-américain qui a repris du poil de la bête.*

Il faut partir de l'inflexion qui s'est produite en 1979 entre la fin du mandat de Carter et l'arrivée de Reagan à la Maison-Blanche. Cette année est d'ailleurs celle du triomphe des révolutionnaires nicaraguayens. Dès les premiers actes de la présidence de Reagan, nous avons parlé de contre-offensive impérialiste. Elle s'est effectivement développée sur le plan politique général, sur le plan militaire avec la remilitarisation et sur le plan social par les offensives d'austérité dans les différents pays capitalistes. Mais il convient d'en mesurer les résultats par rapport au projet de l'impérialisme. Ce dernier vise à retourner la situation internationale telle qu'elle se dessinait à la fin des années soixante-dix, marquées par la paralysie des Etats-Unis après leur défaite au Vietnam.

Tu évoques l'effet dévastateur de la crise sur le mouvement ouvrier eu-

ropéen. Il faudrait aussi inclure le Japon. Dans ces pays, le prolétariat a connu des échecs, des défaites, bien qu'encore limitées : à la Fiat en 1981, ou l'issue toute récente de l'épreuve de force entre Thatcher et les mineurs britanniques. Il faut voir maintenant ce que cette défaite va impliquer pour la résistance sociale du mouvement ouvrier, tant il est clair que l'objectif du gouvernement conservateur est de l'affaiblir structurellement, y compris institutionnellement.

Mais pour le moment, cette contre-offensive impérialiste s'est heurtée à une résistance ouvrière qui est loin d'avoir épuisé ses capacités. Si l'on considère la seule année 1984, on a connu en Europe la lutte des conseils d'usine en Italie pour la défense de l'échelle mobile, la grève sans précédent dans l'Histoire des mineurs britanniques, la remise en mouvement du syndicalisme allemand avec la campagne des 35 heures, les grèves générales des travailleurs de la fonction publique en Belgique et en Hollande, les luttes régionales aux Asturies ou dans la région de Sagunto en Espagne. Dans ce dernier pays, le niveau des luttes sociales se situait début 1984 au même niveau qu'en 1976, au lendemain de la mort de Franco. Des grandes luttes de résistance, donc, il y en a eu. Elles se sont terminées souvent par des compromis, sans victoire décisive dans un sens ou dans l'autre.

L'idée développée dans la discussion préparatoire et au congrès même est celle d'un bras de fer dans lequel, pour le moment, la situation est largement d'impasse, aucune des forces n'étant en condition de l'emporter de façon décisive. Cela non en raison de la force intrinsèque des protagonistes, mais des faiblesses de chacun d'entre eux. La crise de direction du mouvement ouvrier empêche de remporter des victoires, encore qu'il faille affiner cette affirmation à la lumière de la grève des mineurs britanniques : ce n'est pas le manque de détermination de la direction des mineurs qui explique la défaite, mais l'attitude des trade-unions et une division réelle au sein de la classe ouvrière, qui existait aussi dans certains bassins miniers. Les mécanismes de solidarité dans le mouvement ouvrier n'ont pas joué de façon à emporter la résistance des directions syndicales traîtres.

Il y a parallèlement crise de direction du côté bourgeois : Thatcher vient de remporter une victoire sociale, mais elle peut encaisser demain une défaite électorale et politique. L'instabilité des systèmes politiques est générale. Que la gauche réformiste ou les partis bourgeois se portent aux commandes de la gestion de l'austérité, ils en payent très vite le prix sur le plan électoral.

Du point de vue du dénouement des grands rapports de forces, nous disons que l'affaire n'est pas jouée. Il faut mettre en regard les points marqués par la bourgeoisie avec ce qui est nécessaire pour, sinon sortir de la crise, lui donner du moins un répit sérieux et le temps de se restructurer sur le plan économique. Quand les porte-parole patronaux annoncent qu'il faut réduire le pouvoir d'achat des salaires de 15 %, on est loin du compte. Comme on en est loin en matière de démantèlement des conquêtes sociales, notamment des systèmes de sécurité sociale, des systèmes d'indemnisation du chômage dans les différents pays. Ces épreuves-là n'ont pas été tranchées.

Ce qui est réel néanmoins, c'est une érosion des forces syndicales du mouvement ouvrier, essentiellement dans l'Europe du Sud, car ce phénomène est très limité ou inexistant au Nord. Le recul de la syndicalisation est spectaculaire en Espagne et considérable en France. On pouvait escompter, en réponse aux attaques subies, des phénomènes de réorganisation plus profonds et plus rapides du mouvement ouvrier. Une des raisons de la lenteur de ces phénomènes, qui se produisent (dans une certaine mesure) au niveau syndical mais peu encore au plan politique, c'est la faible incorporation de la jeunesse dans les grands centres de production. Ce fait est statistiquement établi en France et en Espagne. *A contrario*, un des éléments de combativité important de la grève des mineurs britanniques a été le rôle des jeunes. Avec le gonflement du chômage des jeunes, le renouvellement est faible, ou bien il s'effectue sous la forme d'emplois précaires et temporaires. Certains signes expriment spectaculairement cette exclusion des jeunes. Ainsi, au dernier congrès des Commissions ouvrières en Espagne, la moyenne d'âge des délégués se situait entre trente-sept et trente-huit ans, ce qui est énorme. Le plus jeune délégué avait vingt-neuf ans ! La génération qui constitue le centre de gravité de la résistance dans les luttes ouvrières a connu la fin du franquisme, Mai 68 en France, 1969 en Italie. Depuis 1976, il y a des classes d'âge sinon manquantes, du moins réduites. Cela pèse de façon importante. C'est là un premier aspect : un affaiblissement plus du mouvement ouvrier que de la classe ouvrière.

Deuxième élément : l'ampleur du chômage ne provoque pas les réactions d'autodéfense et de solidarité que l'on a connues, sans les mythifier, dans les années trente. Les mécanismes de gestion du chômage font que, pour le moment, c'est encore une confiance et une demande envers les institutions qui dominent, et non une prise en charge de ces problèmes par le mouvement ouvrier. Cela tant que la bourgeoisie peut financer ces systèmes. Nous sommes dans cette situation intermédiaire.

Si la classe ouvrière est sur la défensive, se développent en revanche des mouvements de masse qu'il faut estimer à leur juste mesure. C'est à tort que certains parlent de dépolitisation de la jeunesse : l'activité politique et la mobilisation de la jeunesse sont aujourd'hui plus fortes, plus étendues que dans les années soixante, lors de l'essor des mouvements de solidarité avec le Vietnam. Les grandes mobilisations de la jeunesse en Europe aujourd'hui, contre le danger de guerre, contre les missiles, les marches contre le chômage en Belgique constituent des phénomènes massifs. Même en France, où ces dernières mobilisations sont plus faibles, les manifestations antiracistes touchent infiniment plus de jeunes que les mouvements anti-impérialistes d'il y a vingt ans. Cependant, et c'est une différence importante avec cette période de référence, il ne se produit pas une politisation correspondant au niveau de mobilisation. La défiance à l'égard des organisations politiques est générale et un doute profond pèse sur les perspectives. Ce facteur de blocage ne doit pas conduire à méconnaître la mobilisation et la disponibilité à la lutte qui existent dans la jeunesse.

Un processus désynchronisé

La troisième limite rencontrée par la contre-offensive impérialiste, c'est évidemment l'Amérique centrale. La volonté d'intervention US existe, les menaces sont réelles, mais il y a pour le moment un décalage encore important entre le discours de Reagan et les actes. Le discours de restauration de la puissance impérialiste a marqué des points dans l'opinion essentiellement sur le feu vert donné au réarmement. Mais en ce qui concerne les interventions dans le monde, l'effet

de frein joué par le traumatisme vietnamien continue à opérer. L'intervention directe de l'impérialisme au Moyen-Orient ou au Salvador reste un problème. C'est pourquoi la défense du Nicaragua — la seule révolution aujourd'hui en cours dans le monde, qui pose le problème non seulement d'une lutte de libération mais du socialisme, de l'instauration d'un nouvel Etat ouvrier, et cela à la frontière des Etats-Unis — était au centre de notre congrès.

• *Traditionnellement, dans notre mouvement, nous raisonnons en termes de dialectique, d'interaction entre ce que nous appelons les trois secteurs de la révolution mondiale : la révolution dans les pays capitalistes avancés, dans les pays dépendants et semi-coloniaux, dans les sociétés post-capitalistes bureaucratiques de l'Est. Comment cette dialectique opère-t-elle aujourd'hui ?*

On peut décrire à peu près les effets de la crise, qui traversent tous les secteurs de la révolution mondiale. Mais, et c'est une des caractéristiques de la situation présente, il n'y a pas d'unité immédiate de la révolution mondiale. Tel est le problème. Nous gardons une vision d'ensemble, il y a une unité sur le long terme, mais l'action réciproque d'un secteur sur l'autre n'est pas immédiate.

La convergence apparue en 1968, quand on alignait symboliquement le Vietnam, la Tchécoslovaquie, Mai 68, avec l'impression que les trois secteurs de la révolution mondiale se mettaient en marche du même pas, n'opère plus. Il ne faut pas croire que cette convergence était une illusion d'optique, un raccourci subjectif conçu de Rome ou Paris. C'était une époque où, par exemple, les organisations révolutionnaires latino-américaines se référaient à l'Europe et croyaient à la possibilité d'une révolution dans le vieux continent ; elles voyaient dans les organisations révolutionnaires européennes des organisations sœurs, confrontées à des problèmes analogues. Aujourd'hui, l'idée très largement dominante dans ces courants est que l'Europe est un grand arrière pour la solidarité. C'est utile et sympathique de rester révolutionnaire en Europe occidentale, mais le problème n'est pas à l'ordre du jour.

L'affaire de la Pologne a joué d'une façon double parmi les révolutionnaires latino-américains. Pour un secteur important, c'est la révélation des fragilités, de la crise possible des Etats bureaucratiques. Au Brésil, ou même au Nicaragua, les secteurs liés à l'église de base, à la théologie de la libération sont particulièrement sensibles à la Pologne, et pas seulement à cause de la question religieuse. Mais pour d'autres secteurs révolutionnaires, même parmi les plus lucides, la Pologne prouve que « ça n'est pas possible », qu'il ne faut pas défier l'URSS à sa fontière et que Jaruzelsky est le moindre mal. On entend ce discours dans des courants qu'on peut considérer comme révolutionnaires, qui croient voir là un réalisme politique.

Il y a donc une désynchronisation entre les différents secteurs de la révolution mondiale. Parmi les révolutionnaires des pays dépendants, on considère que les effets de la crise dans les pays européens ou capitalistes développés, c'est encore quelque chose de dérisoire. Il y a le chômage, mais il y a encore la protection sociale. On ne connaît pas les phénomènes d'effondrement, de dislocation sociale qui bouleversent les pays dépendants. L'unité de la dynamique révolutionnaire est difficile à perçevoir, et cette situation nourrit la vision d'une lutte de classes internationale dominée par les rapports entre les blocs, entre les systèmes d'alliances entre Etats.

L'effet de la révolution sandiniste

• *La révolution nicaraguayenne était au centre du congrès. Quelles tâches de solidarité ont été fixées autour de cette révolution ?*

La question nicaraguayenne était effectivement centrale dans la préparation et dans le déroulement du congrès mondial. C'est la seule révolution socialiste en cours, qui joue sur les rapports de forces politiques mondiaux pour quatre raisons : 1. Elle est située directement dans la zone d'influence américaine. 2. Elle intervient en Amérique latine alors que la révolution cubaine n'a pas épuisé ses effets, n'a pas connu une contre-révolution bureaucratique et continue de servir de référence sur le continent. 3. Elle représente déjà un problème de politique intérieure aux Etats-Unis, compte tenu du pourcentage de la population américaine qui est aujourd'hui de langue espagnole. 4. C'est un détonateur par rapport à une situation continentale en Amérique centrale et du sud qui est deveue explosive.

Pour toute l'Amérique latine, le Nicaragua affirme que Cuba n'est pas une exception, que la révolution est possible, aujourd'hui même, dans le contexte de la crise.

La solidarité avec l'Amérique centrale est donc pour nous un devoir prolongé, afin de peser sur les rapports de forces internationaux ; c'est également important pour les nouvelles générations en Europe, très actives contre l'arme atomique, le racisme, la faim, qui sont animées d'un sentiment de solidarité humanitaire, mais souvent aussi d'impuissance. La solidarité avec le Nicaragua est une des seules activités en positif pour une solution révolutionnaire.

• *On a du mal à apprécier, en Europe, l'impact de la révolution nicaraguayenne sur l'ensemble de l'Amérique latine. Cette révolution mobilise-t-elle les espoirs sur tout le continent ? Contribue-t-elle à renouveler les conceptions stratégiques et politiques dans l'avant-garde de ces pays ?*

Après le traumatisme de l'échec des mouvements armés au début des années soixante-dix, le Nicaragua appporte la preuve de la possibilité d'une victoire militaire. Cela ne veut pas dire qu'il faille copier un modèle nicaraguayen. Les organisations latino-américaines sont aujourd'hui beaucoup plus prudentes, conscientes qu'il s'est produit au Nicaragua une combinaison de luttes, auto-organisation de masse, comités de défense civique, guérilla, formes insurrectionnelles. C'est un cas riche à étudier, tout en gardant prudemment en tête ses particularités.

Cette révolution relance le débat sur la question stratégique, comment lutter pour le pouvoir, y compris sur le plan politico-militaire. Elle invite aussi à la réflexion sur le problème de la tactique d'alliances dans le cadre de la lutte révolutionnaire. Le cas du Nicaragua est assez particulier puisque la révolution a pris la forme d'une lutte antidictatoriale, en même temps qu'elle est le parachèvement d'une nation qui n'avait jamais vraiment existé de façon indépendante par rapport à l'impérialisme. Signaler cette spécificité est nécessaire, sans occulter un problème plus général qui surgit aujourd'hui dans toute l'Amérique latine : les coûts de la crise sont tels qu'ils ont un effet de désagrégation sur certains secteurs de la bourgeoisie elle-même. On ne peut imaginer, dans des pays comme le Mexique, l'Argentine ou le Brésil, que l'effet de la crise agisse de telle façon qu'elle donne naissance du jour au lendemain à des courants prolétа-

riens majoritaires de masse. On va assister à des effets de réorganisation, de reclassement beaucoup plus différenciés, intermédiaires et complexes.

Nous ne pensons pas que la structure de ces bourgeoisies, dans les pays les plus industrialisés comme le Brésil ou l'Argentine, soit telle que puisse surgir une nouvelle vague de populisme bourgeois nationaliste, comme le fut le péronisme. En dernière analyse, ces bourgeoisies, si elles ruent dans les brancards, renégocient leur dette et sont étroitement dépendantes. Mais il existe dans ces pays des secteurs de la petite bourgeoisie qui vont rompre avec le populisme sans nécessairement passer sur des positions de classe claires et définies du jour au lendemain. Comment traiter ce problème-là ? La réponse en termes de front unique ouvrier n'est pas suffisante. Au Brésil, le front unique ouvrier, c'est le PT qui qui fit 3 % des voix en moyenne aux élections de 1982, plus le PC et le PC pro-albanais qui sont des groupes très limités. Il faut une réponse sur les secteurs populaires qui aille au-delà, et qui exprime politiquement l'unité d'action possible autour des revendications sociales, démocratiques et anti-impérialistes.

Troisième élément de réflexion très important, c'est que parmi l'avant-garde, ou du moins dans ses parties significatives, la forme de transition au Nicaragua depuis le renversement de Somoza est prise très au sérieux. Elle n'est pas perçue seulement comme une façon de manœuvrer et de gagner du temps face à l'impérialisme. Je pense essentiellement à la démocratie, au pluralisme et aux élections. Le fait de vivre depuis cinq ans dans ce cadre pluraliste au Nicaragua devient un apprentissage de la politique, pris en compte en ce qu'il permet de résoudre des conflits, en ce qu'il permet de discussion, en ce qu'il est adéquat y compris au rythme de transformation sociale.

Bien que le phénomène soit encore limité, une combinaison étonnante s'est produite entre le traumatisme de dix ou douze années de dictature, avec des dizaines de milliers de disparus et de torturés, selon les cas, dans de nombreux pays du continent, et l'irruption de la révolution nicaraguayenne. Ce traumatisme, nous sommes obligés de l'imaginer. Ces formes extrêmes de répression n'ont pas été la conséquence d'une occupation étrangère comme en Europe, mais il s'agit d'un phénomène produit par la société elle-même. Il en a résulté une sensibilité démocratique qui est probablement durable. C'est un souci très profond, enraciné. Vient là-dessus l'expérience du Nicaragua qui semble donner à la fois une réponse à la libération en préservant ces termes démocratiques. L'impact est énorme. S'ajoute à cela dans beaucoup de ces pays le rôle de l'Eglise et la référence, même indirecte, même dans des secteurs plus limités, à la Pologne.

Tout cela contribue à modifier les comportements et la pensée dans l'avant-garde. Les organisations révolutionnaires des années soixante-dix étaient souvent des mouvements militarisés, avec la discipline et l'absence de débat que cela suppose. On a maintenant l'impression que beaucoup de ces organisations pensent que pour résoudre le problème du pouvoir, il faudra l'unité des différentes composantes, avec leurs traditions différentes ; qu'il faut savoir cohabiter ou vivre avec ces différences-là. Cette idée de pluralisme qui existe sur le plan social, politique, institutionnel agit aussi dans la conception de la construction des organisations et de leur vie interne. Je ne dis pas que c'est acquis, loin de là, mais ce souci est nouveau.

Questions posées par la révolution polonaise

• *A propos du Nicaragua, tu viens d'évoquer la Pologne. Le congrès a rediscuté la portée et les enseignements de cette révolution antibureaucratique, provisoirement vaincue.*

Sur la Pologne, il y a eu un débat à deux niveaux. Le premier porte sur une position, très minoritaire, qui tend à réduire la lutte contre la bureaucratie à un réforme des institutions de l'Etat polonais dans le sens de leur démocratisation. Il ne s'agirait pas de renverser ces institutions, dans la mesure où elles font partie du dispositif de défense de l'Etat ouvrier face à l'impérialisme. Au contraire, pour nous, l'intérêt de l'expérience de la révolution polonaise a été de montrer ou de confirmer la nécessité de détruire des éléments-clés de cet appareil d'Etat, ses piliers répressifs, qui jouent un rôle d'oppression de la classe ouvrière de ces pays. Cette première discussion, très simplifiée ici, a d'autres implications

sur la compréhension des tâches dans un pays comme la Pologne.

L'autre discussion, loin d'être épuisée, est plus une réflexion en termes stratégiques : d'un cadre commun sur les perspectives de la révolution polonaise — qui prend la révolution politique comme une révolution à part entière, pas comme une pseudo-révolution —, il y a un débat stratégique sur l'appréciation de ce qu'a été le développement réel et surtout le niveau atteint par le mouvement en 1980-1981 : quel degré effectif d'auto-organisation, dans quelle mesure ce processus rapide d'auto-organisation massive exprimée dans Solidarnosc, dans les conseils d'autogestion, dans les usines, parvenait à poser consciemment — pas objectivement mais consciemment — le problème de la lutte pour le pouvoir ? Dans quelle mesure ce problème était assumé, sinon par l'entièreté du mouvement, du moins par un réseau important de cadres ?

Lié à cela, un second problème : quels étaient le poids réel et les racines, dans la classe ouvrière, de certaines institutions comme le POUP. Ce dernier a perdu beaucoup de ses membres. Nombreux parmi eux se sont affiliés à Solidarnosc, c'est vrai. Mais peut-on penser que ce parti peut s'effondrer — parce qu'il est construit de façon artificielle grâce aux prébendes de l'appareil d'Etat — ou a-t-il des racines historiques qui font qu'une politique visant à la différenciation de ce parti est une tâche à part entière, et sur le long terme ?

La société de ces pays n'est pas inorganisée, avec un simple bouchon bureaucratique par dessus. Elle est pénétrée par le parti, l'Eglise, les institutions qui agissent comme autant de relais en son sein. Comment agir par rapport à ces données ? Une montée antibureaucratique massive, spontanée peut-elle poser directement le problème d'une alternative de pouvoir ? La force du mouvement de masse dans ces pays va peut-être beaucoup plus vite que dans les pays capitalistes, la prise de conscience y est plus accélérée, mais ne résolvent pas spontanément, comme au passage, le problème d'une véritable stratégie politique. Celle-ci ne se réduit pas à la grève générale et à la lutte pour le pouvoir. Elle implique aussi autre chose : plus on pense qu'une stratégie politique est nécessaire et plus se pose la question d'un parti révolutionnaire. Dans les pays de l'Est, il y a évidemment méfiance par rapport à la notion de parti, identifiée au parti au pouvoir et, corrélativement, espoir que le mouvement de masse résout tous les problèmes dans un bref délai. Si l'on admet au contraire qu'il y a des problèmes politiques et stratégiques à résoudre, la question de l'organisation d'avant-garde, de la création d'un courant militant sur une base politique définie est posée.

Autre problème discuté : comment répondre stratégiquement à l'argument de la menace des chars soviétiques ? On peut toujours critiquer pour leur modération les arguments du KOR au sein de Solidarnosc, mais la raison de la thèse de « l'autolimitation » de la révolution était la recherche d'un équilibre possible, en tout cas une non-agression avec la bureaucratie soviétique. La réponse du KOR — le social et l'économique au mouvement ouvrier, le diplomatique et le militaire à la bureaucratie pour ne pas aller à l'affrontement direct avec l'URSS — était illusion.

La réponse alternative, nous l'avons défendue tout au long des événements polonais : plus le mouvement est audacieux et va loin dans la lutte pour le pouvoir, plus le coût d'une intervention soviétique s'élève. L'audace révolutionnaire est aussi un défi, ce qui vaut d'un côté pour l'impérialisme vaut aussi pour la bureaucratie soviétique. Cette réponse est un point de départ contre toute politique réformiste dans les pays de l'Est. Mais seulement un point de départ. Il faut répondre à cette autre question : quelle solidarité susciter et exercer dans les autres pays de l'Est et en URSS même, quel discours tenir en leur direction et quel dialogue établir avec quels éléments ?

Si l'on raisonne dans ce cadre, il est évident que des fractures dans la bureaucratie elle-même sont importantes. La division du POUP, sa crise pendant l'été 1981, comme celle du PC tchécoslovaque en 1968, constituent un élément de contradiction susceptible d'agir en retour par rapport aux menaces d'intervention des chars du Pacte de Varsovie.

Le document adopté au congrès apporte une première réponse à ces questions. Nous sommes là sur un terrain stratégique, d'expériences de lutte, de leçons politiques à accumuler, d'orientations à débattre dans nos rangs comme avec les éléments oppositionnels à l'Est qui dialoguent avec nous.

● *Un peu à l'image d'une situation mondiale que tu viens de décrire brièvement, les forces de notre Internationale n'ont pas connu de développements notables ces dernières années. Cinq ans après le précédent congrès mondial, comment se présente la réalité militante de la IV^e Internationale dans les pays où elle dispose d'organisations ?*

Sauf des cas assez délimités, Mexique et Brésil dans une moindre mesure, il n'y a pas eu depuis le XI^e Congrès mondial d'expansion quantitative de l'Internationale, mais plutôt un maintien des effectifs globaux. Il y a eu des gains en termes de nouvelles sections, principalement au Brésil, en Uruguay, en Equateur, et une première section africaine reconnue comme telle au Sénégal.

Ce maintien ne peut cependant pas être perçu comme un *statu quo*. En Amérique latine, où nous avions été très affaiblis par la scission qui a suivi le XI^e Congrès mondial, l'Internationale s'est reconstruite, consolidée ou développée dans la plupart des pays du sous-continent, l'Amérique centrale mise à part. En Europe, il y a eu maintien ou parfois recul, mais en même temps progression en termes d'implantation sociale, de racines sociales des organisations, de stabilité de leur fonctionnement, d'expérience politique accumulée, de formation de noyaux de direction. Cela est très important, quand on se souvient qu'après 1968 la continuité organisationnelle de nos sections, issues de l'expérience entriste, était précaire. Ce capital a été reconstitué depuis quinze ans. Il s'est consolidé ces dernières années. Enfin, note dominante du congrès, une volonté très partagée s'est exprimée de faire de la politique autrement.

● *Voilà qui mérite pour le moins d'être explicité.*

En effet. Il faut se souvenir que dans le passé l'Internationale a joué, non exclusivement mais principalement, un rôle de référence analytique, de défense du programme dans les termes les plus généraux. C'était un résultat en partie inévitable de l'isolement et de la lutte à contre-courant, même si l'effort a été fait en permanence pour maintenir le lien avec la pratique et faire le maximum avec des forces limitées, comme en témoigne l'aide apportée par l'Internationale à la révolution algérienne. On défendait par exemple la révolution permanente contre la théorie stalinienne de la révolution par étapes, avec le sentiment que de là découlait très naturellement une réponse aux situations politiques. Il

n'y avait pas de différence, pour beaucoup de sections, entre l'expression dans la propagande de leurs idées générales et l'activité politique traduite en initiatives, en tactiques, en opérations, en réponses à des problèmes politiques posés au jour le jour. Cette situation était particulièrement dangereuse parce que chaque réponse politique concrète à un problème donné tendait à apparaître comme une vérification directe ou une trahison du programme. Il n'y avait aucune flexibilité entre les deux. Ce mécanisme est sans doute derrière pas mal de scissions.

La fonction de l'Internationale doit changer

Ce qui est nouveau, c'est l'idée qu'on cherche à répondre à des problèmes concrets. On peut par exemple discuter en termes généraux de la révolution permanente, de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, déterminer si, autour des tâches démocratiques dans la lutte antidictatoriale, il peut y avoir des accords tactiques avec des secteurs bourgeois. Mais pour toutes les sections latino-américaines aujourd'hui, ces questions ne relèvent plus seulement d'un débat de principe ou de théorie générale, car chacune est devant un cas précis de figure à résoudre.

Faut-il être dans la Gauche unie au Pérou ? Comment lutter contre l'élargissement de cette coalition à l'APRA, qui est un authentique parti bourgeois, et comment mener la bataille électorale sur ce plan ? Au Brésil, nos camarades ont participé à la création d'un parti ouvrier de masse, le PT, mais qui n'est ni majoritaire ni parti unique de la classe ouvrière. Comment s'adresser à d'autres secteurs et continuer à le construire ? Ce parti existe comme parti de classe indépendant, mais l'indépendance n'est pas un programme de classe à elle seule. Le PT avance-t-il dans la définition d'une stratégie ? Comment s'adresse-t-il à d'autres partis ? Fallait-il en Uruguay intégrer le Frente amplio, front large qui comporte certes un parti bourgeois, mais qui a incarné la résistance unitaire à la dictature, qui a été l'expression politique de la réorganisation unitaire du mouvement syndical, qui a donné naissance à un millier de comités de base, de rue, etc. à Montevideo ? Et s'il fallait être dans ce front, comment s'y battre ? Ce sont des problèmes que les sections veulent discuter maintenant.

Des organisations petites, dès lors qu'elles ont dépassé un certain seuil d'existence effectif et sont impliquées dans la crise du mouvement ouvrier, assument des responsabilités démesurées, bien au-delà de leurs forces quantitatives. Ainsi nos camarades boliviens, qui ont joué un rôle important dans la formation de la nouvelle majorité dégagée au congrès de la COB, la centrale syndicale. Désormais, nos camarades ne peuvent plus se contenter de mettre au défi le PC, comme ils pouvaient le faire quand ce parti dirigeait la COB, de lancer la grève générale ou d'organiser l'autodéfense des masses ! C'est maintenant leur responsabilité de faire cela, en tout cas une responsabilité qu'ils partagent. D'où le besoin de réponses concrètes, profondemment ressenti au congrès mondial.

Du même coup, la fonction de l'Internationale doit changer. Ce que les camarades attendent, ce n'est pas qu'on leur donne l'orthodoxie programmatique face à une situation concrète. Certes, ce type de réponse reste important dans les polémiques avec d'autres courants. Mais ce dont nos camarades ont besoin, c'est d'un cadre de discussion dans lequel ils puissent traiter leurs problèmes d'orientation en d'autres termes que « censure » ou « excommunication ». En dehors de l'Internationale, les courants morénistes et lambertistes offrent une caricature de ce mécanisme.

Dans le cadre d'orientations programmatiques partagées, il y a place pour un dialogue politique qui n'est pas un jugement mais la tentative, de section à section ou de section à direction de l'Internationale, de traiter de problèmes politiques, d'utiliser l'expérience commune. Par delà des divergences politiques possibles existe la conviction qu'on essaie de résoudre les mêmes problèmes. On y apportera peut-être des réponses différentes, mais elles n'impliquent pas nécessairement des divergences de programme, des ruptures historiques, des capitulations des uns ou des autres.

C'était là un sentiment très fort, très présent au congrès. Celui-ci s'est déroulé sans rupture, bien qu'il eût à son ordre du jour des débats programmatiques fondamentaux, qui touchaient sous certains aspects aux bases de fondation de l'Internationale. C'était le quatrième auquel j'assistais et de loin le plus serein parce qu'il y avait cette majorité large sur

une certaine conception de l'Internationale et une volonté de la transformer dans un certain sens.

• *Fort bien. Restent néanmoins ces problèmes fondamentaux qui ont surgi dans l'Internationale sous l'effet des révolutions polonaise et nicaraguayenne. De plus, notre mouvement est absent, en tant que force présente et active, de la scène centro-américaine. Comment réagit-il à cette situation ?*

D'une certaine façon, la révolution nicaraguayenne nous pose un défi : voilà une révolution, qui est faite par d'autres que nous, et qu'au début nous avons mal comprise. Cette situation pouvait générer dans nos rangs deux réactions extrêmes. L'une consiste à rejeter une référence programmatique qui nous aurait empêché de reconnaître la révolution sandiniste et de nous y lier. Pour les camarades qui dans l'Internationale développent cette position, la théorie de la révolution permanente est une théorie sectaire qui nous éloigne des processus réels. Il faut donc s'en débarrasser. Ce qui demeure bon chez Trotsky, selon ces camarades, c'est le maintien des traditions de la III[e] Internationale, de ses quatre premiers congrès. Par contre, ce que Trotsky a ajouté dans les années vingt et trente nous handicape aujourd'hui.

Cette réaction pouvait engendrer un débat entre révision et orthodoxie, qui aurait été désastreux. Nous avons au contraire essayé de cerner, à travers l'étude concrète de la révolution nicaraguayenne, en quoi il y avait actualité ou pas — et actualisation nécessaire — de nos références programmatiques. Les sandinistes ont-ils conduit leur révolution à leur corps défendant, malgré leur politique d'alliances avec des secteurs bourgeois, malgré leur conception de la transition sur le plan économique ? Ou au contraire grâce à leur politique ? Aujourd'hui, si l'on peut formuler des critiques sur certains aspects, nous reconnaissons que les sandinistes ont triomphé grâce à leur politique et non pas « malgré elle ».

Il faut l'étudier et déterminer en quoi cette politique nous remet en cause. Nous avons relu collectivement *la Révolution permanente*, éliminé certaines confusions : si les tâches démocratiques bourgeoises et socialistes de la révolution ne sont pas séparées dans le temps par une muraille de Chine, elles ne sont pas non plus totalement télescopées, le prolétariat peut avoir différents alliés à différents moments du processus révolutionnaire. Malheureusement, certains trotskystes donnent une version de la théorie de la révolution permanente dans les pays dépendants qui est celle que critiquaient les staliniens, une version gauchiste : la lutte pour le pouvoir tout de suite et non comme l'aboutissement d'un processus révolutionnaire qui peut commencer par des luttes sur un plan démocratique, antidictatorial, national.

L'autre danger était de tomber dans un certain masochisme et une fausse humilité : d'autres que nous ont fait des révolutions, il faut se mettre à leur école. Non ! Bien sûr, nous avons toujours à apprendre des expériences, mais nous sommes un courant historique qui maintient en particulier cette bagatelle, une vision internationale de la révolution, et d'avoir dès l'origine présenté une alternative au stalinisme. Etre à la fois du côté de Solidarnosc en Pologne et de la révolution au Salvador n'est malheureusement pas chose partagée aujourd'hui, même parmi les révolutionnaires.

De la même façon ce n'est pas à nous, qui défendons depuis des décennies une tradition programmatique, de battre en retraite au moment où d'autres, en Amérique latine, découvrent que les phases démocratique et socialiste de la révolution font partie d'un même processus ; au moment où le PC salvadorien rejette, sous la pression des événements, la vieille théorie menchévique et stalinienne des « deux révolutions », démocratique bourgeoise et socialiste, séparées dans le temps. Ce n'est pas à nous de battre en retraite à ce moment-là ! Il n'y a pas à se faire plus petit ou plus modeste au moment où l'Histoire nous rend justice.

Nous pouvons être interlocuteurs à part entière de ce mouvement de réflexion, de réexamen, à condition d'être engagés dans l'action, d'être partie prenante du processus. Cette volonté est commune, avec une confiance certaine dans le rôle de l'Internationale si nous savons être clairs sur ce qui peut être fait et atteint aujourd'hui.

• *Etre un interlocuteur à part entière, partie prenante aux côtés d'autres forces révolutionnaires de ce qui se fait, d'accord. Mais quelle perspective de construction de l'Internationale se dégage du congrès ?*

Une vieille idée a été balayée à ce congrès mondial : celle d'une Interna-

tionale pouvant se métamorphoser en Internationale de masse, brusquement, par une percée autour d'un événement-clé de la lutte de classes mondiale. La réorganisation de l'avant-garde sur le plan international sera beaucoup plus longue, complexe et inégale, selon les continents et selon les pays. Il n'y aura pas ce saut brutal, cette métamorphose, du moins dans des délais prévisibles.

L'hypothèse d'une transformation brusque de l'Internationale pouvait être assez logique en 1938, quand notre mouvement fut fondée. Il y avait alors trois courants dans le mouvement ouvrier : les staliniens, les social-démocrates et une IV^e^ Internationale qui représentait un héritage direct, proche encore de la Révolution russe. Vivace était aussi l'espoir qu'une section russe de masse pouvait ressurgir de la guerre, que les procès de Moscou et les déportations n'étaient pas suffisamment profonds pour avoir détruit la tradition révolutionnaire.

Le spectre des forces politiques dans le mouvement ouvrier international est aujourd'hui beaucoup plus ouvert. Il n'y a plus seulement les staliniens, les social-démocrates et nous. Il y a des positions intermédiaires qui disposent de nombreux points d'appui. La situation est donc beaucoup plus complexe. La question de création de nouveaux partis est partout présente en Amérique latine. Nous devons participer pleinement à ces processus tout en maintenant le cap sur la nécessité de l'Internationale et la défense de son programme. Cette ambition demande des méthodes de travail différentes.

Aller au devant des difficultés

Si le congrès s'est déroulé de cette façon, c'est aussi parce que le processus avait été mis en branle avant, en particulier à travers la transformation de la presse de l'Internationale. *Inprecor* rend désormais largement compte de l'activité des sections. L'idée s'est imposée que plus on est amené à coopérer avec d'autres courants, plus on doit le faire avec la confiance sur nos propres positions, qu'il faut donc former et élargir une couche de cadres internationaux. C'est un paradoxe de constater que notre Internationale, qui détient le record de longévité par rapport aux autres, ait attendu près de cinquante ans pour se doter d'une école de cadres internationale. Cette école fonctionne maintenant depuis trois ans. Les réunions régionales de bureaux politiques (européens, latino-américains, et bientôt dans d'autres parties du monde) ont créé un mécanisme où les gens discutent politique entre eux, disposent d'un cadre d'échange autour de problèmes similaires à résoudre.

Quand on évoque la centralisation de l'Internationale, on pense spontanément à l'application des décisions d'un comité central. En matière internationale, les choses sont beaucoup plus complexes. Il peut y avoir centralisation sous forme de décision : on vote une résolution sur un problème mondial important, et on l'applique. Mais il y a d'autres formes de centralisation, et le dialogue politique en est une. Ces mécanismes mis en place, la dynamique enclenchée, le congrès a manifesté la volonté de persévérer dans ce sens.

• *Dans cette optique nouvelle, quel rôle est appelée à jouer la direction de l'Internationale, et quels rapports entend-elle nouer avec les sections ?*

La méthode dont je viens de parler se révèle nécessaire et utile, pas seulement pour traiter des propositions de révision programmatique. Mais partons de celles-ci : elles expriment au sein de l'Internationale des tendances centrifuges qui existent en dehors de nous ; parce que la révolution nicaraguayenne existe, parce que cette fameuse unité de la révolution mondiale, si elle est tendancielle, n'est pas immédiatement perceptible, spontanément évidente. A partir du moment où les sollicitations sont réelles, on ne peut pas répondre à ces pressions uniquement par une réaffirmation de principe. Ce serait mortel. On aurait un face à face entre des sections ayant des problèmes de plus en plus concrets et une Internationale qui servirait essentiellement à les mettre en garde contre des écarts de conduite ou des déviations programmatiques potentielles. Une espèce de feu rouge permanent !

Les tendances centrifuges ne peuvent être limitées dans l'Internationale qu'en allant au devant des difficultés, pas en s'en protégeant abstraitement. Nous ne disposons pas d'une direction internationale assise sur l'expérience d'une révolution, dotée d'une autorité majeure conquise dans le feu de la lutte. Cela implique de trouver des mécanismes de direction capables d'établir le dialogue politique en concentrant ce qu'il y a de mieux comme expérience ac-

ABONNEMENTS

cumulée de l'Internationale, pour aider à répondre aux problèmes tels qu'ils se posent. Le résultat ne peut être qu'un enrichissement de la vision et du patrimoine de l'Internationale.

A discuter de cette façon, l'Internationale devient intéressante et utile pour des courants qui n'ont pas nécessairement l'intention de s'y affilier rapidement. Certaines organisations dans des pays d'Asie ou d'Amérique latine demandent à participer aux écoles de l'Internationale parce qu'elles y trouvent un éclairage historique qui leur manque souvent. En Asie, par exemple, les conflits Chine-Vietnam-Cambodge obligent à repenser toute l'Histoire du mouvement ouvrier dans la région. Ces organisations y trouvent aussi des éléments comparatifs d'expériences politiques, à condition de les traiter comme telles, et non de les dissoudre dans des généralités programmatiques, importantes, mais qui ne résolvent pas par elles-mêmes les problèmes.

Evidemment, ce changement et cette volonté créent en même temps une attente. Il faut que cette volonté rencontre une réponse aux expectatives. D'où le défi qui est posé par le congrès, la capacité à prolonger, en prenant le temps nécessaire, cette transformation en cours dans le fonctionnement, l'approche des problèmes politiques, des relations entre sections.

Dans cette logique, il faudra repenser la conception des congrès mondiaux futurs. Le XII[e] Congrès mondial était typiquement en transition. Il a discuté à 80 % de problèmes programmatiques généraux et consacré les 20 % restants à la conception et au fonctionnement de l'Internationale. Les préoccupations étaient exprimées, mais peu de place était laissée pour les traiter véritablement. C'est d'ailleurs un problème en soi : comment un congrès mondial peut-il discuter concrètement de la ligne en Bolivie ? Ou bien c'est de l'information pour des gens qui apprennent, ou bien le risque existe de trancher sur des questions qu'on ne connaît que superficiellement. Il doit être possible de discuter et d'adopter de grandes résolutions sur des points-clés, des questions partagées par tous — par exemple aujourd'hui la militarisation ou le Nicaragua — et de réserver une longue partie du congrès à des travaux en commissions. C'était d'ailleurs *grosso modo* ainsi que fonctionnait la III[e] Internationale lors de ses premiers congrès.

Quant au rôle proprement dit des organes de direction de l'Internationale, il doit rester de définir une position de tout notre mouvement face aux grands événements de la lutte de classes, mais aussi de dialogue avec les sections sur leurs problèmes d'orientation, de préparer les réunions régionales, d'éditer la presse internationale et de lui donner une orientation, d'adapter le système de formation internationale aux besoins des sections, de coordonner et centraliser ce qui est centralisable dans les expériences de construction... C'est à la fois modeste et ambitieux. Ce n'est possible qu'en s'appuyant sans cesse davantage sur les directions des sections elles-mêmes, en internationalisant leur pratique, en élargissant à partir de tâches concrètes le réseau de cadres impliqués non seulement dans les débats mais dans l'activité de l'Internationale, en faisant en sorte que les organes de direction puissent exprimer l'expérience vivante des sections et de leurs cadres. Il faut tendre à une véritable synthèse et non entériner une division des tâches, à terme fatale, entre la politique quotidienne relevant des seules sections et les directions internationales se consacrant aux questions théoriques et programmatiques.

ABONNEMENT A DOMICILE

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	160 F	
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F

Formule choisie : ☐

Réglement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
Tél : 859 00 80

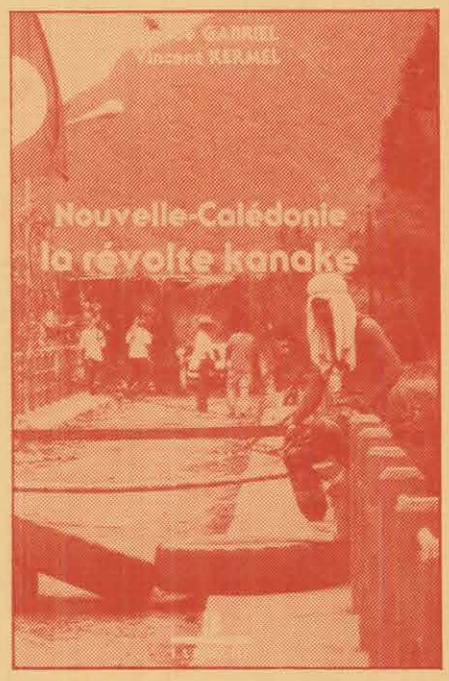
Vient de paraître

Contribution solidaire à la lutte du peuple kanak, ce livre retrace l'Histoire de sa longue révolte contre le colonialisme. Les auteurs analysent les fondements de l'oppression et de l'exploitation coloniales : spoliation des terres, apartheid calédonien, évolution du mouvement politique kanak de la revendication d'autonomie à celle d'indépendance...

Les derniers chapitres sont consacrés à la période post-1981, qui débouche sur le conflit ouvert entre le FLNKS et l'Etat colonial français.

Vente à La Brèche,
9, rue de Tunis, 75011 Paris
et en librairie.

248 pages, 70 francs.
Commandes à la PEC,
2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil.



cahiers du féminisme : numéro de printemps

Sommaire

Editorial

8 Mars mémoire et luttes féministes ..... p. 3

En France, si vous saviez

Les femmes et le travail à temps partiel
entretien avec Danielle Kergoat ..... p. 4

En bref ..... p. 8

Dossier

La réaction sort ses griffes ..... p. 9
Paris, laboratoire social de la droite ..... p. 10
Le Figaro-Magazine : une idéologie de choc ..... p. 14
La femme « vert de gris » ..... p. 16
L'offensive conservatrice de Thatcher ..... p. 18
« Etre femme sous le IIIe Reich » ..... p. 20
Vents d'ouest ..... p. 22

En bref ..... p. 25

Si toutes les femmes du monde

Brésil : multinationales
et main-d'œuvre féminine ..... p. 26
Grande-Bretagne
lutte des mineurs et combat des femmes ..... p. 28

L'une a aimé, l'autre pas

« Rendez-vous à la crèche »,
de C. Gueguen et H.T. Leveau ..... p. 30
« Le Corps des femmes », un livre d'E. Shorter p. 32
« Mouvements de femmes en Amérique latine,
nouveaux espaces de lutte » ..... p. 34

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80
Directeur de la publication : Christian Lamotte
Imprimerie Rotographie. ISSN 0298-2068. N° CP : 56 5511